



**MARTINIQUE :** Pharmacopée des Outre-mer - Découverte par le laboratoire Phytobôkaz, des vertues de la Neurolaena lobata, l'Herbe à Pic caribéenne, dans la lutte contre la diffusion du Covid-19.

**BURUNDI :** GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972 / CVR : 253 corps exhumés sur la colline MUGOZI à BURURI - Visite officielle de 2 jours de la Présidente d'ETHIOPIE

**RDC :** Second Ebola death in DR Congo: WHO

**SOUTH SUDAN :** Ethiopia, S. Sudan sign military co-operation agreement | UN condemns attack on aid workers in South Sudan

**SUDAN :** Renaissance Dam: Sudan responds to Ethiopia's threat, prepares for the worst | Sudanese army chief of staff meets SLA-Minnawi commander | Sudanese army seeks war against Ethiopia to serve third country: statement | Une délégation de sécurité israélienne a atterri à Khartoum lundi soir | Soudan: le nombre de réfugiés éthiopiens dépasse les 71.000

**ETHIOPIA :** L'Éthiopie appelle au retrait de l'armée soudanaise des zones en conflit

**SOMALIE :** Turkey space programme to launch from Somalia to cost over \$1bn

**MADAGASCAR :** Barikadimy - un étudiant tué par balle, 8 autres arrêtés

**SOUTH AFRICA :** Zuma's arms deal case back in court – here's what to expect

**ZIMBABWE :** President Mnangagwa's Special Anti Corruption Unit (SACU) this morning arrested former cabinet minister Ignatius Chombo

**ZAMBIA :** President Edgar Lungu confers with President XI's Special Envoy

**ANGOLA :** Le Président de la République informé de l'intégration physique de la CEEAC

**NIGER :** Mohamed Bazoum remporte la présidentielle - Mohamed Bazoum, premier arabe élu président du Niger

**GUINEE :** Retour d'Ebola en Guinée - déjà quatre morts

**TCHAD :** G5 Sahel -les enjeux du sommet de N'Djamena -- N'Djamena - Réunion de prise de contact entre le président du G5 Sahel et le staff

**MAROC :** Rabat denounces Spain's police brutality against Morocco minors

**RCA :** La Russie réaffirme son engagement militaire aux côtés de l'armée

**ALGERIE :** 'Israel, Morocco waged cyber war against us'

**LIBYA :** call for urgent investigation into attempted assassination of minister | Classified UN report says Blackwater tried to overthrow Libya government

**TUNISIE :** Tunisia president accuses PM of violating constitution

**MAURITANIE :** Persistence de l'esclavage en Mauritanie - des abolitionnistes font scission, divergences sur El Ghazouani

**CEDEAO :** La CEDEAO se penche sur les adhésions du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie

**COTE D'IVOIRE :** La France va former plus de 10.000 enseignants africains en Côte d'Ivoire |

Covid-19 : La Banque mondiale accorde un prêt de 300 millions de dollars à la Côte d'Ivoire

**USA :** A Proclamation on National Black History Month, 2021 | US is assessing its role in GERD process

**UN :** UN condemns attack on aid workers in South Sudan

**CHINA :** China backs India hosting 2021 BRICS summit, says will help strengthen communication

\*\*\*\*\* DIASPORA \*\*\*\*\*

## HAÏTI :

[ <https://www.haitilibre.com> ]

### **Haïti - FLASH : Intervention du Président Moïse devant le Conseil de sécurité de l'ONU** <https://www.haitilibre.com/article-33083-haiti-flash-intervention-du-president-moise-devant-le-conseil-de-securite-de-l-onu.html>

Lundi 22 février 2021, Jovenel Moïse s'est adressé en visioconférence au Conseil de Sécurité des Nations Unies où il a présenté un bilan de la situation en Haïti depuis son accession à la tête de l'État, que nous vous proposons de partager.

Extraits de l'intervention du Président Jovenel Moïse :

« [...] Je félicite le Secrétaire général pour ce rapport exhaustif et équilibré qu'il a présenté au Conseil sur la situation en Haïti et dans lequel il donne la mesure de la crise politique qui continue d'handicaper le bon fonctionnement des institutions et mine la stabilité du pays. [...]

[...] Mon Administration a trouvé un système économique qui permettait le pillage systématique de l'État par des oligarques puissants et l'appauvrissement de la population. Pour corriger cet état de fait, nous avons proposé le dialogue aux secteurs concernés pour trouver un consensus opérationnel. Ils ne voulaient pas que le système change. Nous avons donc opéré des réformes dans l'énergie particulièrement l'électricité et l'acquisition des produits pétroliers, la gestion et la construction des infrastructures routiers. Nous avons mis fin aux manipulations de la monnaie et changé la politique agricole. Nous avons mis fin aux contrats entachés de corruption [...]

Comme réponse, les oligarques corrompus associés aux mauvais perdants ont bloqué par la violence, ce pendant près de trois ans, le fonctionnement régulier du Sénat de la République empêchant la ratification de Gouvernements, le vote du budget et de la loi électorale devant faciliter l'organisation des élections pour le renouvellement du personnel politique. Ajouté à cela, l'opération « peyi lòk » de l'opposition radicale et violente [...] a causé des dégâts économiques sérieux avec près de 2.4 milliards de dollars et près de 80,000 emplois perdus [...]

En quatre ans, mon Administration a dû faire face à sept tentatives d'interruption de l'ordre constitutionnelle par la violence. L'attaque violente contre le Sénat de notre pays le 11 Septembre 2019 par des gangs de l'opposition radicale [...] La création de nombreux gangs et d'un groupe terroriste fantôme 509 formé de nombreux policiers révoqués pour trafic de drogue et autres crimes qui se sont attaqués à la police nationale, la primature, plusieurs ministères et autres institutions étatiques fait partie des dangers que notre démocratie a dû affronter ces derniers mois.

Le dernier en date est la tentative de coup d'état le 7 Février 2021. [...]

[...] Ce refus systématique de l'alternance politique par la voie des urnes constitue une source de tensions permanentes [...] Nous faisons face à une opposition politique qui est dépourvue d'alternatives démocratique et de tout projet de société crédible pour la population des villes et des campagnes. Elle rejette la voie électorale pour accéder au pouvoir. Si nous avons tourné le dos à la dictature pour embrasser la démocratie comme régime politique, nous nous devons de nous en soumettre à toutes ses exigences. L'élection est l'une des règles fondamentales de la démocratie. Un élu doit être remplacé par un autre élu. [...]

Dans le strict respect du mandat constitutionnel de cinq ans qui m'a été accordé par le peuple Haïtiens et depuis ma prestation de serment le 7 Février 2017 [...] je poursuis les réformes structurelles et institutionnelles indispensables à la consolidation des acquis démocratiques, à la préservation de l'État de droit et la réforme en profondeur de l'État afin que celui-ci soit enfin au

service de la population toute entière et non d'un petit groupe. Le processus de réforme constitutionnelle en cours et l'organisation des élections à tous les niveaux au cours de l'année 2021 en vue du renouvellement du personnel politique et d'assurer l'alternance démocratique le 7 février 2022 participent de cette démarche.

Les élections d'avril et de septembre prochain seront en effet l'occasion de faire avancer de manière décisive le processus de démocratisation en cours dans le pays.

De même, la réforme constitutionnelle que l'ensemble du pays réclame, est en train de devenir une réalité [...] La nécessité d'une nouvelle Constitution s'est fait sentir depuis très longtemps [...] C'est un projet du peuple haïtien qui aspire à un changement véritable. Plus de 86 % de la population aspire à une nouvelle constitution selon les deux derniers sondages d'opinion réalisés dans le pays à la fin de l'année 2020.

[...] Il faudra du temps et de la patience pour instaurer une Paix et une sécurité durable qui a subi depuis des décennies des traumatismes et des chocs. Avec l'appui constant du Conseil de Sécurité et de la communauté internationale dans son ensemble, nous sommes persuadés que nous pouvons avancer dans la marche vers un avenir pacifique et prospère pour tous. »

Téléchargez le discours intégrale du Président Moïse : <https://www.haitilibre.com/docs/jovenel-moise-onu-22-02-2021.pdf>

## **GUADELOUPE :**

[ <https://la1ere.francetvinfo.fr> ]

### **Vers la production de cannabis thérapeutique en Guadeloupe**

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/vers-la-production-de-cannabis-therapeutique-en-guadeloupe-941692.html>

Dans la perspective d'une évolution de la législation française sur le cannabis à usage médical, la Guadeloupe se positionne, avec un ambitieux projet de production et de recherche. Il est porté par la FTPE, en partenariat avec une société canadienne, Manitou, et l'accompagnement de l'INRAE.

Josiane Champion • Publié le 23 février 2021 à 05h00

Il ne s'agit pas d'une idée fumeuse, mais d'un projet très sérieux et ambitieux : la Guadeloupe va bientôt produire du cannabis, à usage thérapeutique (appelé aujourd'hui cannabis médical), dès que la législation française le permettra...

Le projet, déjà bien avancé, est porté par la FTPE (Fédération des très petites entreprises), qui s'est rapprochée d'un groupe québécois : les entreprises Manitou, spécialisées dans la cannabiculture et dans la fabrication de bâtiments agricoles intelligents. Ce sont des filiales de l'agence L'éveillé Conseil, une firme de relations publiques et de communication stratégique, basée à Montréal, et spécialisée en infrastructures et santé. Elle a accompagné l'Etat canadien lors de la légalisation du cannabis dans ce pays en octobre 2018. [...]

## **MARTINIQUE :**

[ <https://la1ere.francetvinfo.fr> ]

### **Martinique. Pharmacopée des Outre-mer**

<http://www.caraibcreolenews.com/index.php/component/k2/item/17912-martinique-pharmacopee-des-outre-mer>

Fort-de-France. Mercredi 17 Février 2021. CCN. La récente découverte par le laboratoire Phytobôkaz, des vertues de la *Neurolaena lobata*, l'Herbe à Pic caribéenne, dans la lutte contre la diffusion du Covid-19, récompense plusieurs années de lutte menée par les praticiens, les chercheurs, les universitaires, les professionnels de la santé et les élus ultramarins pour la reconnaissance de la pharmacopée des Outre-mer.

Cette reconnaissance est le fruit d'un combat de longue date. C'est en effet en 1818, que le premier Codex français est publié à Paris. Il répertorie alors les plantes médicinales pouvant être utilisée en médecine, tout en interdisant aux esclaves et aux "nègres libres" d'utiliser les plantes de la pharmacopée des colonies. Malgré l'abolition de l'esclavage en 1848, la loi consacrant la départementalisation en 1946 ainsi que les différents textes législatifs consacrés aux outre-mer, cette interdiction perdurait, bloquant ainsi toute inscription et commercialisation de ces plantes en dépit de leur innocuité. Les pharmaciens n'avaient alors pas la possibilité de les vendre, empêchant également les professionnels de santé de pouvoir les prescrire.

Malgré le rapport du Conseil Economique Social et Environnemental sur les perspectives économiques des secteurs de l'horticulture, qui en 2006, estimait que "les autorités compétentes devaient poursuivre, le plus rapidement possible, l'intégration des plantes ultramarines dans la pharmacopée française", il faut attendre le vote de la loi du 27 mai 2009 sur le développement économique des outre-mer, pour qu'un changement de paradigme se produise.

Lors de l'examen de ce projet de loi le 8 avril 2009, le Député Serge LETCHIMY a présenté un amendement proposant de modifier l'article L.5112-1 du code de la santé publique afin que la pharmacopée des outre-mer soit pleinement reconnue aux côtés des pharmacopées européenne et française. L'amendement fut cosigné notamment par les députés MANSCOUR, FRUTEAU, JALTON, LUREL, BERTHELOT et TAUBIRA. Adoptée en Commission des Finances, la proposition du député LETCHIMY inspira la rédaction de l'amendement définitif présenté par le Gouvernement et le Ministre des Outre-mer de l'époque, Monsieur Yves JEGO.

Cet amendement, adopté en séance publique et inscrit à l'article 12 de la loi du 27 mai 2009 a ouvert dès lors la voie aux recherches scientifiques sur la pharmacopée des outre-mer et permis l'utilisation clinique des plantes médicinales de nos territoires. Il fut complété dans cette même loi par un second amendement, présenté par le député Victorin LUREL et les députés du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, prévoyant dans le cadre règlementaire qu'un "décret en conseil d'Etat fixe les adaptations de la pharmacopée française nécessitée par les particularités des plantes médicinales d'usage traditionnel dans les départements et collectivités d'outre-mer".

Un an plus tard, lors de l'examen à l'Assemblée nationale de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, les députés LUREL et LETCHIMY entre autres, ont cosigné un nouvel amendement afin d'encourager la recherche sur les possibilités de développement, de valorisation et d'exploitation de la pharmacopée des outre-mer, richesse économique durable pouvant générer des activités nouvelles et des emplois nouveaux qualifiés permettant ainsi de réduire les inégalités sociales.

Avec ces évolutions législatives consacrant dans la loi, la richesse et les vertues de la biodiversité des outre-mer, la pensée d'Aimé CÉSAIRE prenait alors tout son sens, puisqu'au détour d'une conversation avec Serge LETCHIMY, qui l'interrogeait sur les voies de développement pour la Martinique, le Poète répondait : "cherche dans la nature tu trouveras !" (Sur la route de la trace avec Aimé Césaire - Suivi de : Un moment de régénération, la résolution Césaire, Serge Letchimy, 2014, Editions Le Square).

\*\*\*\*\*

### **Les leçons contrastées d'un Carnaval spécial et peu banal**

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/les-lecons-contrastees-d-un-carnaval-special-et-peu-banal-941458.html>

La période carnavalesque de 2021 en Martinique va passer à la postérité. La contestation de la parole publique a atteint de rares sommets, en dépit des appels à la prudence face à l'épidémie de Covid-19.

Jean-Marc Party • Publié le 23 février 2021 à 03h01

L'autorité a été bafouée. La capacité à se mobiliser pour une cause collective a été démontrée. Ce sont les deux grands enseignements à tirer du Carnaval de 2021 en Martinique, particulier à bien des égards. À de rares exceptions près, nous n'avons pas connu cette impossibilité de respecter ce rituel.

Cette année, l'impossibilité ne tenait pas à la guerre, ni à une crise sociale comme en 2009. C'est l'épidémie incontrôlée du coronavirus Covid-19 qui nous a contraint à une certaine abstention. Pourtant, en dépit des interdictions de toute manifestation publique, de nombreux vidés se sont tenus de jour comme de nuit, et même sur l'autoroute, du jamais vu. Les rares maires qui avaient prohibé les parades et les défilés n'ont pas été écoutés. Le préfet qui évoquait les risques de contamination n'a pas été davantage suivi. Bien au contraire, il a été moqué.[...]

## **CARAÏBES :**

[ <http://www.caraibcreolenews.com/> ]

### **Des militaires français ont assassiné des milliers de colonisés en toute impunité : ont-ils été convoqués par un procureur ?**

<http://www.caraibcreolenews.com/index.php/opinion/edito/item/17911-des-militaires-francais-ont-assassine-des-milliers-de-colonises-en-toute-impunite-ont-ils-ete-convoques-par-un-procureur>

2021, la Guadeloupe est toujours un pays colonisé par la France c'est plus qu'une évidence. Même si certains politiciens, journalistes, intellectuels font mine de l'ignorer. Et voilà qu'un procureur franco-français, en faction dans notre pays, vient rappeler à tous que dans un pays sous domination coloniale aucune posture du colon ne peut nous étonner. Mais tout de même !

Ainsi donc, à la suite d'un «Appel à la jeunesse» publié sur CCN, en octobre dernier, un procureur français ose convoquer Luc Reinette à la gendarmerie française et qualifie cet « Appel » d'« incitation à la haine ou à la violence ». La ligne jaune est donc plus franchie.

En fait ce procureur de la république française, ne se rend même pas compte qu'il est en train de donner une occasion supplémentaire aux guadeloupéens de se mobiliser contre le colonialisme, obligeant ainsi tous ceux qui déniaient le fait colonial, à en prendre conscience. Ça c'est pour le côté anecdotique de cette « convocation ».

Mais sur le fond, on se doit de dire, que plutôt que de qualifier comme il l'a fait l'Appel « de Luc Reinette », pourquoi ce procureur ne s'est-il pas plutôt penché sur le cas de ces 2 manblo français basés à Deshaies ? Oui, car grâce au « Kolektif kont Vyolans a Jandam » toute la Guadeloupe et même au-delà, sait que le 21 nov. 2020, le citoyen, Claude Jean-Pierre a fait l'objet d'un contrôle routier musclé par des militaires français et que quelques jours après, Claude Jean-Pierre décédait au CHU...

Où en est l'enquête sur cette affaire ? les deux manblo ont-ils été inquiétés ?

Non, pas le moins du monde.

Parce nous le savons, en pays colonisés, les militaires français : à Madagascar ( 1947 plus de 100.000 morts), au Cameroun ( 10.000 morts, mars 1960), en Algérie ( Sétif 20.000 morts 1945), en Kanaky ( Ouvéa 1988, 20 morts), en Martinique (Chalvet 1974) ou en Guadeloupe, (Moule-Février 1952, Pointe à Pitre Mai 1967) assassinent et torturent nos frères et sœurs et cela en toute impunité.

Mais il ne s'agit pas que de l'époque contemporaine, car le carnage a débuté dès les aurores du 16e siècle avec l'ethnocide par les premiers colons français des kalinagos, les premiers habitants de la Guadeloupe.

Puis la barbarie franco-française a continué avec la traite négrière et l'esclavagisation de nos ancêtres.

Cette situation est totalement intolérable et ce procureur français semble ignorer qu'il attise ainsi la colère des Guadeloupéens .

Car, quel Guadeloupéen Afro-descendant, quel Kalinago-descendants, quel Indo-descendants d'aujourd'hui n'a pas eu un ancêtre esclavagisé, fouetté, torturé , réprimé, humilié ou violé ?

Ce procureur français étranger à notre pays, s'il connaît l'histoire coloniale de la France, il ne peut aucunement ignorer que tous ces crimes commis et impunis sont encore dans nos mémoires, dans notre histoire, dans notre ADN et que nous ne pouvons plus continuer à subir cette violence séculaire, ce racisme quotidien en gardant la bouche fermée.

Oui, nous croyons, car l'histoire nous l'enseigne, et notre réalité aussi, un peuple colonisé à l'exigence de se révolter et Luc Reinette a été bien inspiré de lancer son appel à la jeunesse.

Il rejoint ainsi Frantz Fanon qui écrivait dans les « Damnés de la Terre » l'homme (colonisé) se libère dans et par la violence, une violence qui « désintoxique » et « débarrasse le colonisé de son complexe d'infériorité ».

Car comme tous les vrais anticolonialistes, Luc Reinette, qui depuis plus d'un demi-siècle se bat, parfois les armes à la main, contre les colonialistes veut que son peuple soit libéré de cette emprise coloniale. Et il n'est pas seul à le dire ; Les militants du PCG, de l'UPLG, de l'ANG, de C.O, du FKNG! sont tous unanimes : La Gwadeloup se doit de se débarrasser de la tutelle colonialiste française !

Tous ces fonctionnaires coloniaux franco-français, qu'ils soient à la Préfecture, au Tribunal, à l'ARS etc... Ils ont tous dans leur fonction une attitude provocatrice et répressive et ne sont en place que pour pérenniser leur système. C'est cela leur mission essentielle. Nous ne devons pas l'oublier.

Ce procureur vient donc - en Février 2021 -, de nous délivrer un message d'une grande clarté : dans la société coloniale, la liberté basique d'expression n'existe plus, ceux qui comme Luc Reinette, dénoncent le caractère colonialiste et répressif du système devraient se taire ;

Nous disons que ce procureur s'est trompé. Sait-il qu'il contribue, à donner du « balan » à notre désir déjà très profond de déchouer le système colonial. Luc Reinette bénéficie d'un large soutien, c'est bien la preuve, que son Appel a été compris et relayé.

Le combat contre le colonialisme ne peut que s'amplifier. Car depuis quelques temps les attitudes stigmatisantes, racistes de certains franco-français, sont devenues à ce point tellement insupportables que le peuple guadeloupéen, n'en peut plus.

Le colonialisme français est une fois de plus démasqué et ses barrières érigées au cours des siècles de domination vont être renversées. C'est cela le sens de l'histoire...

Kenbé fô Luc ! Réagissez sur : daniknews2@gmail.com

\*\*\*\*\*

## **VENEZUELA :**

**Venezuela : l'UE sanctionne des proches de Maduro**

<https://www.agenceecofin.com/vu-dafrique/2302-85483-venezuela-l-ue-sanctionne-des-proches-de-maduro>



[ Venezuela rejects the interventionist policy of the European Union to apply coercive measures against the country. Convince yourselves: we are a sovereign nation, 200 years ago we conquered our independence ]

Agence Ecofin) - L'Union Européenne poursuit ses pressions sur le gouvernement vénézuélien, entamées depuis quelques années. Hier lundi, Bruxelles a ainsi décidé d'infliger des sanctions à 19 responsables, proches de l'actuel président Nicolas Maduro, notamment des députés, un gouverneur, et des fonctionnaires du Conseil électoral. Outre le gel de leurs avoirs, ces derniers sont notamment déclarés persona non grata sur tout le territoire européen, sur fonds d'accusation d'« atteinte aux droits électoraux de l'opposition et au fonctionnement démocratique de l'Assemblée nationale », et de « graves violations des droits de l'homme et des restrictions aux libertés fondamentales ». Ces nouvelles cibles viennent s'ajouter à 36 autres fonctionnaires, dont les avoirs au sein de l'Union avaient déjà été gelés.

En réponse à la nouvelle annonce, le chef de la diplomatie du Venezuela, Jorge Arreaza, a déclaré que ces sanctions étaient basées sur « de faux arguments concernant des citoyens honorables », et qu'elles étaient un signe que l'UE était frustrée par l'inefficacité de ses actions visant à forcer un changement de gouvernement au Venezuela.

En effet, pour le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE, qui a pris ces mesures, l'objectif est notamment d'envoyer un signal à Caracas, en vue de « promouvoir un dialogue pacifique et une solution démocratique et durable aux crises dans le pays ». A cet égard, ces sanctions européennes ont commencé depuis 2017.

Notons que si l'Europe accuse le président Maduro de violations des droits de l'Homme, d'atteintes à la démocratie, et d'alimenter l'hyperinflation qui a entraîné le pays pétrolier au bord de l'effondrement économique, ce dernier, de son côté, accuse l'Occident (surtout les USA), d'être la cause de la situation catastrophiques de sa nation. Et ce, principalement par les sanctions américaines, qui ont paralysé ses exportations de pétrole et miné ses rentrées d'argent. Ayi Renaud Dossavi (...)

\*\*\*\*\*

## AMERIQUE LATINE :

\*\*\*\*\*

## CUBA :

### **Vaccin. Cuba brise la domination d'un secteur monopolisé**

<https://www.humanite.fr/vaccin-cuba-brise-la-dominacion-dun-secteur-monopolise-699519>

Mardi 2 Février 2021 Rosa Moussaoui | Leyde Ernesto Rodríguez, vice-recteur de l'Institut supérieur des relations internationales Raúl Roa García de La Havane, analyse les ressorts de « l'internationalisme médical » déployé par Cuba. Le brevetage des vaccins contre le covid-19, soumis aux logiques capitalistes du profit, relève, selon lui, d'une violation des droits humains. Interview

Le vaccin « Soberana 2 » mis au point par Cuba est entré dans la dernière phase d'évaluation. Alors que les grandes firmes pharmaceutiques dictent leurs règles et que les pays capitalistes développés s'accaparent les doses de vaccins déjà disponibles, que changerait, pour les pays du sud, l'arrivée de ce vaccin ?

Leyde E. Rodríguez Je tiens à préciser que les quatre candidats vaccins cubains progressent dans leurs différentes phases d'évaluation dans les différentes provinces de Cuba. Je fais référence à Soberana 01, 02, Abdala et Mambisa. Nous aurons quatre vaccins pour la vaccination massive et

volontaire des 11 millions de Cubains. Le candidat vaccin Soberana 02 doit commencer ses essais cliniques de phase III le 1<sup>er</sup> mars, selon l'Institut Finlay de Cuba. Ce vaccin a déjà démontré jusqu'ici une grande sécurité, ainsi qu'une puissante réponse immunitaire.

La stratégie de commercialisation des vaccins cubains combine humanité et impact sur la santé mondiale. En ce sens, des changements importants pourraient être observés au niveau des perceptions et de l'opinion publique. La première chose est que les pays du Sud pourront vérifier que Cuba a réussi à briser la domination d'un secteur monopolisé et contrôlé par des sociétés transnationales capitalistes qui font un commerce lucratif des médicaments et de la santé, puisque le capitalisme transforme tout en marchandise, soumet tout à la concurrence. (...)

## **JAMAICA :**

[ <http://www.jamaicaobserver.com/> ]

### **Jamaica Customs reports 24% dip in revenues in 2020**

[http://www.jamaicaobserver.com/news/jamaica-customs-reports-24-dip-in-revenues-in-2020\\_215403?profile=1056](http://www.jamaicaobserver.com/news/jamaica-customs-reports-24-dip-in-revenues-in-2020_215403?profile=1056)

BY BALFORD HENRY, Senior staff reporter | REVENUES collected by the Jamaica Customs Agency (JCA) for 2020 dipped during the last three quarters of the year by 24 per cent. According to figures provided by the Government in the 2021/22 Fiscal Policy Paper (FPP), for the period between April and December 2020, Customs revenues fell by \$43.6 billion to \$135.5 billion. The FPP said that the programme, which collects border revenue for the Government, has been challenged by the downturn in importation, stemming from the disruption of domestic and international activities as a result of the fallout from the novel coronavirus pandemic. However, it insisted that, "despite the dynamics of the externalities", the agency managed to stabilise its efforts with respect to its core mandate of revenue collection, which was above the period's adjusted target of four per cent.

In terms of border protection, the JCA recorded a 42 per cent increase in seizures, between April and December 2020, over April to December 2019. Cash detained or seized amounted to US\$622,452.

For the same period, 89,388 commercial declarations were submitted for processing, of which 70,290, or approximately 79 per cent, were documentarily processed within 20 hours of submission. Passenger arrivals plunged across the two main international airports — Donald Sangster International Airport and Norman Manley International Airport — for the period, as well. This was due to the closure of the country's borders to incoming travellers between March 2020 and July 15, 2020, and the other restrictive measures imposed to prevent the spread of the novel coronavirus

## **USA :**

[ <https://eu.usatoday.com> ]

### **Black families using DNA, genealogy to fill in historical gaps left by slavery**

<https://eu.usatoday.com/in-depth/news/2021/02/19/black-families-slavery-dna-oral-histories/4094494001/>

Inspired by the 400th anniversary of the 1619 African landing, more Black people are researching their roots and tracing their ancestry.

Nathaniel Cline, Special to USA TODAY | Laurie Scott-Reyes drove for two hours, alone, on a back road from Crawford, Alabama to Sparta, Georgia, retracing in reverse the migration her ancestors made after slavery ended.

Anxious to reach her destination and determined to make the journey, she took in the sights around her, staring at dilapidated homes, rusted over storefronts and rows and rows of pine trees. Years ago, her family had fled Georgia looking for a better life and made Alabama their new home. Now, she felt a pull to come back and see what they had left behind.

“It was like driving into the past,” Scott-Reyes said, thinking of her forebears. “Their spirits are very real to me, and for me, that was like, a great achievement, and I felt like I was doing it for my tribe.”

Laurie Scott-Reyes traced her family history to the William Hurt Plantation in Georgia and the dwellings where her enslaved ancestors had lived.

Laurie Scott-Reyes traced her family history to the William Hurt Plantation in Georgia and the dwellings where her enslaved ancestors had lived.

Courtesy Photo/Laurie Scott-Reyes

Her accomplishment: Tracking down the William Hurt Plantation, where her family had once been enslaved.

At the plantation, Scott-Reyes joined a growing wave of Black Americans who in recent years have been exploring their genealogy at historical sites. They have been digging into increasingly available information about their families’ existences in the United States — history dating back more than 400 years ago, when kidnapped Africans were first brought to Virginia and sold into slavery. These efforts have led to new explorations of former slavery sites, to deep dives into historical data, as well as to reckonings in personal homes over family trees and in the nation’s institutions which have had to face controversial truths about the role slavery played in American society.

For Scott-Reyes, who lives in Florida, her journey into her family’s experience with slavery brought her more than 500 miles southwest of Jamestown, Virginia to the Hurt plantation in Georgia. Scott-Reyes toured the plantation where William Hurt once controlled some 2,000 acres of land. She said it was sad to walk around the muscadine and scuppernong grape vines to view the sleeping quarters and the cookhouse for the enslaved (...)

\*\*\*\*\*

### **A Proclamation on National Black History Month, 2021**

<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2021/02/03/proclamation-on-national-black-history-month-2021/>

February 03, 2021 • Presidential Actions | This February, during Black History Month, I call on the American people to honor the history and achievements of Black Americans and to reflect on the centuries of struggle that have brought us to this time of reckoning, redemption, and hope. We have never fully lived up to the founding principles of this Nation — that all people are created equal and have the right to be treated equally throughout their lives. But in the Biden-Harris Administration, we are committed to fulfilling that promise for all Americans.

I am proud to celebrate Black History Month with an Administration that looks like America — one that reflects the full talents and diversity of the American people and that heralds many firsts, including the first Black Vice President of the United States and the first Black Secretary of Defense, among other firsts in a cabinet that is comprised of more Americans of color than any other in our history.

It is long past time to confront deep racial inequities and the systemic racism that continue to plague our Nation. A knee to the neck of justice opened the eyes of millions of Americans and launched a summer of protest and stirred the Nation’s conscience.

A pandemic has further ripped a path of destruction through every community in America, but we see its acute devastation among Black Americans who are dying, losing jobs, and closing businesses at disproportionate rates in the dual crisis of the pandemic and the economy.

We saw how a broad coalition of Americans of every race and background registered and voted — more people than in any other election in our Nation’s history — to heal these wounds and unite and move forward as a Nation.

But also less than 1 month after the attack on the Capitol, on our very democracy, by a mob of insurrectionists — of extremists and white supremacists — a bookend of the last 4 years and the hate that marched from the streets of Charlottesville, and that shows we remain in a battle for the soul of America.

We must bring to our work a seriousness of purpose and urgency. That is why we are putting our response to COVID-19 on a war footing and marshalling every resource we have to contain the pandemic, deliver economic relief to millions of Americans who desperately need it, and build back better than ever before.

That is why we are also launching a first-ever whole-government-approach to advancing racial justice and equity across our Administration — in health care, education, housing, our economy, our justice system, and in our electoral process. We do so not only because it is the right thing to do, but because it is the smart thing to do, benefitting all of us in this Nation.

We do so because the soul of our Nation will be troubled as long as systemic racism is allowed to persist. It is corrosive. It is destructive. It is costly. We are not just morally deprived because of systemic racism, we are also less prosperous, less successful, and less secure as a Nation.

We must change. It will take time. But I firmly believe the Nation is ready to make racial justice and equity part of what we do today, tomorrow, and every day. I urge my fellow Americans to honor the history made by Black Americans and to continue the good and necessary work to perfect our Union for every American.

NOW, THEREFORE, I, JOSEPH R. BIDEN JR., President of the United States of America, by virtue of the authority vested in me by the Constitution and the laws of the United States, do hereby proclaim February 2021 as National Black History Month. I call upon public officials, educators, librarians, and all the people of the United States to observe this month with appropriate programs, ceremonies, and activities.

IN WITNESS WHEREOF, I have hereunto set my hand this third day of February, in the year of our Lord two thousand twenty-one, and of the Independence of the United States of America the two hundred and forty-fifth. JOSEPH R. BIDEN JR.

-----  
\*\*\* AFRIQUE DE L'EST \*\*\*\*  
-----

## **EAC :**

[ <https://www.theeastafrican.co.ke/> ]  
[ <https://www.eac.int/> ]

### **40th Meeting of the EAC Council of Ministers underway virtually**

<https://www.eac.int/press-releases/1938-40th-meeting-of-the-eac-council-of-ministers-underway-virtually>

.....as the 21st Summit of the EAC Heads of State scheduled for 27th February, 2021  
East African Community Headquarters, Arusha, 23rd February, 2021: The 40th Ordinary Meeting of the East African Community Council of Ministers is currently underway via hybrid (physical and virtual) means.

The four-day meeting started with the Session of Senior Officials which ends on Tuesday, 23rd February, 2021. The session of the Coordination Committee (Permanent /Principal/Under Secretaries) is set for Wednesday, 24th February 2021 while the Ministerial Session will take place on Thursday, 25th February, 2021.

Among the items on the agenda are the consideration of various reports including those on: the Implementation of Previous Decisions of the Council; Office of the Secretary General; Planning and Infrastructure, and; Productive and Social Sectors.

Other matters to be considered are: Political Matters; Customs and Trade; Finance and Administration Matters; and Reports of other EAC Organs, namely the East African Legislative Assembly and East African Court of Justice.

The Council is also expected to consider the Proposed Agenda and Programme of the 21st EAC Summit of Heads of State. The Summit is scheduled to take place on Saturday, 27th February, 2021.

The Council of Ministers is the Policy-making Organ of the Community. The Council consists of the Ministers responsible for EAC Affairs and/or Regional Cooperation of each Partner State and such other Ministers of the Partner State as each Partner State shall determine.

Among its functions, the Council promotes, monitors and keeps under constant review the implementation of the programmes of the Community and ensures the proper functioning of the regional organization. (..)

\*\*\*\*\*

### **Where is the next EAC chief from?**

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/-where-is-the-next-eac-chief-from--3301528>

By Zephania Ubwani | Arusha. From which country will the next secretary general of the East African Community (EAC) come from this time round?

This is the proverbial 64 thousand dollar question as the regional organization braces for its 21st Ordinary Summit on Saturday.

The virtual summit of the Heads of State is expected to announce the new EAC boss to replace Liberat Mfumukeko whose tenure ends in April.

Officials of the EAC Secretariat confirmed to The Citizen yesterday that indeed the Summit will now take place after several postponements.

Among the key issues on the agenda will be the appointment of the new secretary general for the six-nation regional body based in Arusha.

The draft agenda seen by The Citizen indicated the summit will decide “on the next partner state to provide a secretary general”.

Ideally, the position is held on a rotational basis and should the principle hold, then South Sudan will produce the candidate.

The newest member of the bloc, which joined EAC in 2016, has yet to produce the principal executive officer of the Community.

The EAC secretary general is not only the principal executive but also the accounting officer of the Community and serves for a five-year fixed term.

However, sources close to the EAC headquarters intimated that Kenya - and not South Sudan - was likely to nominate the next candidate for the post.

“Consensus has been building up for months to have Kenya to nominate somebody for the position,” a senior executive whispered.

He added that Juba has not been fully integrated into the EAC and that the country still has its internal challenges.

He added: “South Sudan is not yet part of the EAC Customs Union and Common Market placing it on the periphery of the integration efforts”.

In addition, Juba’s nationals have not been fully absorbed in the staff ranks of the EAC organs and institutions compared to those from five other partners.

The country’s presence in the EAC is so far confined to its nine members to the East African Legislative Assembly (Eala).

It also has one judge to the East African Court of Justice (EACJ), the judicial organ of the Community.

Other officials intimated Juba was not being intimidated on the matter and that it was likely to agree to wait for another turn to have its national on the list.

Kenya’s interest in the post is that it produced the first CEO for the EAC (1996-2001) and that it would have been its turn had the EAC members remained five.

But Kenyans insisted that during the tenure of Francis Muthaura as the EAC boss he was for four years, out of his five-year tenure, the executive secretary and not the SG.

EAC was transformed to its current status in 2000 from a loose Commission of Cooperation after the signing and enforcement of the EAC Treaty.

Besides Ambassador Muthaura, other EAC secretary generals were Amanya Mushega from Uganda (2001-2006) and Tanzania’s Juma Mwapachu (2006-2011).

Others were Richard Sezibera from Rwanda (2011-2016) before Ambassador Mfumukeko, a Burundi national, took the mantle from 2016.

The current SG’s tenure ends on April 25, exactly five years when he started serving as the principal executive officer of the EAC.

## **BURUNDI :**

[ <https://burundi-agnews.org/> ]

[ <https://burundi-forum.org/> ]

## **GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972 / CVR : 253 corps exhumés sur la colline MUGOZI à BURURI**

<https://burundi-agnews.org/genocide/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972-cvr-253-corps-exhumes-sur-la-colline-mugoz-a-bururi/>

JUSTICE, HISTOIRE, GENOCIDE, PANAFRICANISME- BURURI ( Commune BURURI ) ,  
Vendredi 19 février 2021 – L’équipe du très respectable M. NDAYICARIYE Pierre Claver,

Président de la Commission Vérité Réconciliation ( CVR ) du BURUNDI, continuait à exhumer à BURURI [1] en zone BURURI, colline MUGOZI, les fosses communes relatives au GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972 [2].

Au niveau de GISURU 2 dans la Prison de BURURI, jusqu'à présent, la CVR a exhumé des ossements de 253 citoyens assassinés en 1972. On y a trouvé aussi des objets propres aux victimes, permettant peut-être leurs identifications futures. C'est à dire des perles, 6 porte-monnaies, 1 gourmette, 2 ceintures, brosse à dent, 1 balle réelle etc.

Le Burundi se dirige vers la reconnaissance légale du GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972.

NOTES :

[1] GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972 / CVR : les ossements de 251 citoyens découverts à BURURI | <https://burundi-agnews.org/afrique/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972-cvr-les-ossements-de-251-citoyens-decouverts-a-bururi/>

[2] Le GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI de 1972 |

<https://burundi-agnews.org/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972/>

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Samedi 19 février 2021 | Photo : CVR

\*\*\*\*\*

### **BURUNDI : Visite officielle de 2 jours de la Présidente d'ETHIOPIE**

<https://burundi-agnews.org/diplomatie/burundi-visite-officielle-de-2-jours-de-la-presidente-dethiopie/>

GEOPOLITIQUE, AFRIQUE – BUJUMBURA, Mardi 9 février 2021 – S'agissant d'une rencontre sous le signe du LION. S.E. NDAYISHIMIYE Evariste ( Général Major ), Président du BURUNDI, recevait en visite d'état de 2 jours S.E SAHLE-WORK ZEWDE, Présidente de L'ETHIOPIE.

Pour la cérémonie d'accueil, le CHEF D'ETAT DU BURUNDI était en compagnie de M. SHINGIRO Albert, son excellent Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement, et de nombreux Hauts Cadres de l'État. Voici le discours de S.E.

NDAYISHIMIYE : [ <https://www.presidence.gov.bi/wp-content/uploads/2021/02/Discours-Pdt-visite-Pdt-Ethiopien.pdf> | <https://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2021/02/Discours-Pdt-visite-Pdt-Ethiopien.pdf> ].

En soirée de la première journée , un banquet d'état était offert à la grande délégation éthiopienne conduite par S.E SAHLE-WORK ZEWDE. Permettant l'échange de vœux et de cadeaux entre les 2 Chefs d'État, en présence de S.E NDAYUBAHA Angeline, Première Dame du BURUNDI.

LE BURUNDI et L'ETHIOPIE sont deux entités ETATIQUES FRERES AFRICAINS unies depuis des millénaires par LA CONFRÉRIE DU LION.

[ <https://www.youtube.com/watch?v=Z0QoNVjx1j8> ]

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Mardi 9 février 2021 | Photo : Ntare Rushatsi House , MAECD, INGOMAG

### **TANZANIE :**

[<https://www.thecitizen.co.tz/>]

### **Zanzibar's first Vice President Maalim Seif Sharif Hamad has died**

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/zanzibar-s-first-vice-president-maalim-seif-sharif-hamad-has-died-3294532>

Zanzibar's first vice President and ACT Wazalendo's Chairman Maalim Seif Sharif Hamad has died at the age of 77, the Presidency has announced.

He was on February 9, 2021 admitted at Muhimbili National Hospital (MNH), in Dar es Salaam where he died today Wednesday, February 17 at 11:26 in the morning.

The cause of death was not made clear, however, on January 31 he was reportedly hospitalized at Mnazi Mmoja Hospital in Zanzibar after he allegedly tested positive for Coronavirus .

The president of Zanzibar and Chairman of the Revolutionary Council Hussein Mwinyi announced his death today February 17, declaring Seven Days of national mourning saying information would be released.

President Magufuli on the other hand has sent condolences to Zanzibar's President and the people of Zanzibar on the death of the ACT Chairman.

"I have received with sadness the news of the death of Hon. Maalim Seif Sharif Hamad, the First Vice President of Zanzibar. I send my condolences to the President of Zanzibar Hon. Dr. Mwinyi, Family, Zanzibaris, ACT-Wazalendo members and all Tanzanians. May his soul Rest in Peace," wrote President Magufuli on his Twitter handle.

\*\*\*\*\*

### **Covid-19: le chef de l'OMS exhorte la Tanzanie à protéger sa population**

<http://afrique.le360.ma/autres-pays/societe/2021/02/21/33608-covid-19-le-chef-de-loms-exhorte-la-tanzanie-protger-sa-population-33608>

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a appelé dimanche la Tanzanie à prendre des mesures pour protéger de la pandémie de Covid-19 ses propres citoyens mais aussi les populations des pays visités par des Tanzaniens(..)

### **Death robs Tanzania of 10 prominent persons in February**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/-death-robs-tanzania-of-10-prominent-persons-in-february-3301530>

Tuesday February 23 2021 | By THE CITIZEN - The death of former Bank of Tanzania (BoT) Governor, Prof Benno Ndulu, brings to 10 the number of prominent Tanzanians who have died in less than a month.

Ndulu died at dawn on Monday, February 22 while receiving treatment at the Hubert Kairuki Hospital in Dar es Salaam.

Details about the cause of his death were scanty but close relatives say he had been unwell for weeks before he was admitted 10 days ago.

Ndulu served as BoT Governor for 10 years from 2008.

Ndulu's death came just two days after Tanzania lost its former Finance and Planning permanent secretary, Dr Servacius Likwelile on Saturday February 20.

At the time of his death, Likwelile was an economics lecturer at the University of Dar es Salaam (UDSM).

**RDC CONGO :**



[ <https://www.digitalcongo.net/> ]

[ <https://www.aa.com.tr/> ]

## **RDC-RWANDA défiant l'occident : Kabund rejette les propos de François Beya**

[https://www.mediacongo.net/article-actualite-](https://www.mediacongo.net/article-actualite-83766_rdc_rwanda_defiant_l_occident_kabund_rejette_les_propos_de_francois_beya.html)

[83766\\_rdc\\_rwanda\\_defiant\\_l\\_occident\\_kabund\\_rejette\\_les\\_propos\\_de\\_francois\\_beya.html](https://www.mediacongo.net/article-actualite-83766_rdc_rwanda_defiant_l_occident_kabund_rejette_les_propos_de_francois_beya.html)

23.02.2021 | L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) ne laisse pas passer les propos du conseiller spécial du chef de l'État en matière de sécurité, François Beya selon lesquels, la République démocratique du Congo et le Rwanda sont ensemble pour défier l'occident.

Pour le président intérimaire du parti présidentiel, Jean-Marc Kabund, ces propos sont graves. Le premier vice-président de l'Assemblée nationale fait remarquer qu'une telle déclaration ne reflète nullement la vision du président Félix Tshisekedi.

Ainsi, Jean-Marc Kabund invite François Beya à s'assumer car dit-il, ses propos exposent le pays.

« L'UDPS considère les propos du conseiller spécial François Beya au Rwanda de graves et les rejette avec force. Ces propos qui exposent le pays, ne reflètent pas la vision du chef de l'Etat qui prône le multilatéralisme comme mode de règlement des conflits mondiaux et demande à ce dernier de s'assumer », a-t-il déclaré.

Au cours d'une réunion tenue au Rwanda sur les questions sécuritaires, François Beya a affirmé qu'il était venu au pays de Paul Kagame pour défier particulièrement l'occident qui selon lui, ne veut pas qu'il y ait entente entre la RDC et le Rwanda.

« Nous sommes venus ici pour défier le monde entier, en particulier l'occident, qui ne veut pas que nous parlions et travaillions ensemble. Nous sommes ici pour dire que nous sommes unis et que nous n'avons jamais eu de conflits entre nous », avait-il assuré.

Il convient de signaler que la mise au point de Jean-Marc Kabund est intervenue 24 heures après l'assassinat de l'ambassadeur italien, non loin de la frontière entre la RDC et le Rwanda.

Reagan Ndota OURAGAN FM / MCP, via mediacongo.net

\*\*\*\*\*

## **RDC : Jean Michel Sama Lukonde Kyenge nommé Premier ministre**

<https://www.digitalcongo.net/article/602a9297906c8400176613c7/>

Kinshasa 15-02-2021 Politique - Sans suspense, le président de la République a nommé ce lundi 15 février 2021, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, 44 ans, comme nouveau Premier ministre. Il fut ancien ministre des Sports sous la gouvernance de Joseph Kabila et actuellement DG de la Gécamines.

C'est finalement lui. Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge dont les rumeurs de nomination avaient déjà envahi les réseaux sociaux vient d'être nommé Premier ministre par le président, Félix Tshisekedi. Né à Paris le 4 août 1977, Jean-Michel Sama Lukonde est actuellement Directeur général de la Gécamines.

Le nouveau locataire de l'Hôtel du gouvernement avait démissionné comme ministre des Sports pour respecter la consigne de son parti, après avoir quitté, en 2015, la majorité présidentielle de Joseph Kabila. A 44 ans, cet ingénieur de formation devient ainsi le successeur de Sylvestre Ilunga Ilunkamba.

L'homme avait aussi quitté Moïse Katumbi pour rejoindre Félix Tshisekedi avec son président du parti, Danny Banza, de l'Avenir du Congo (ACO). Depuis un temps, il jouit d'une confiance de Félix Tshisekedi qui dès son accession au pouvoir en 2019, avait fait de lui directeur général de la puissante Gécamines. Dido Nsapu

\*\*\*\*\*

## **Assassinat de l'ambassadeur italien en RDC : Félix Tshisekedi condamne l'acte et dépêche un émissaire à Rome**

<https://www.digitalcongo.net/article/6034e593094c2b001708e0d0/>

Kinshasa 23-02-2021 Politique - Le chef de l'Etat vient de dépêcher son émissaire pour apporter une lettre personnelle au Président du Conseil italien, après l'attaque qui a coûté la vie à l'Ambassadeur d'Italie en RDC, Luca Attanasio qui se trouvait à bord du véhicule de PAM, selon un communiqué de la Presse Présidentielle.

Le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo vient de dépêcher son émissaire pour apporter une lettre personnelle au Président du Conseil italien, après l'attaque terroriste qui a visé le convoi de l'ambassadeur d'Italie en RDC, Luca Attanasio qui se trouvait à bord du véhicule du PAM, selon un communiqué de la Presse Présidentielle.

Le chef de l'Etat qui a auparavant condamné avec la plus grande fermeté cette attaque a instruit, toutes affaires cessantes, les services compétents pour que la lumière soit faite sur ce crime odieux dans les meilleurs délais et que leurs auteurs soient identifiés et traduits devant la justice.

Par ailleurs, un comité de crise, présidé par le commandant suprême des Forces armées, s'est réuni à la cité de l'UA pour examiner le rapport du gouverneur Carly Nzanzu Kasivita et deux décisions importantes ont été prises, à savoir, l'envoi d'une équipe de la Présidence à Goma, ce mardi, en vue d'accompagner les enquêtes en cours et rendre compte, régulièrement, au chef de l'État, ajoute ce communiqué.

Peu avant de prendre ces résolutions, le comité de crise a examiné, minutieusement, la note adressée au Vice-Premier Ministre en charge de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières par le gouverneur de la province du Sud-Kivu retraçant les faits ayant à cet assassinat.

« Le film » du meurtre de Luca Attanasio, selon Carly Nzanzu

«On apprend que l'Ambassadeur d'Italie est arrivé à Goma le vendredi 19 Février 2021 à 10h30, à bord du jet de la MONUSCO immatriculé 5Y/SIM. À 9H27, ce lundi 22 février 2021, un convoi de deux véhicules du Programme Alimentaire Mondial « PAM » est parti de Goma pour la commune de Kiwanja, dans le Territoire de Rutshuru, à son bord, outre le garde du corps de l'Ambassadeur et les chauffeurs, son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Italie en Rdc et des agents du PAM.

À 10h15, ce convoi est tombé dans une embuscade à plus ou moins 15 km de Goma et 3 km avant la Commune rurale de Kibumba, plus précisément à Kanyamahoro sur la RN2 en Territoire de Nyiragongo.

Les assaillants au nombre de 6 et munis de 5 armes de type AK47 ainsi que d'une machette. Ils ont procédé par des tirs de sommation avant d'obliger les occupants des véhicules à descendre et à les suivre dans le fin fond du parc et ce, après avoir abattu l'un des chauffeurs afin de créer la panique. Alertés les Ecogardes et les FARDC présents dans les environs se sont mis aux troupes de l'ennemi. À 500 m, les ravisseurs ont tiré à bout portant sur le garde du corps décédé sur place et sur l'ambassadeur, le blessant à l'abdomen. Ce dernier a succombé à ses blessures, une heure plus tard, à l'hôpital de la Monusco de Goma ». Boni Tsala

\*\*\*\*\*

## **Second Ebola death in DR Congo: WHO**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/second-ebola-death-in-dr-congo-who-3288586>

Friday February 12 2021 - A second person has died of Ebola in eastern Democratic Republic of Congo following a resurgence of the disease, three months after authorities declared the end of the country's latest outbreak, the WHO said on Thursday.

The second victim was a female 60-year-old farm worker who died on Wednesday, the World Health Organisation's country office said.

The woman was linked to the first fatality in the Biena health zone of North Kivu province, it added.

That first case involved a woman, the wife of an Ebola survivor, who died on February 3.

The WHO's Africa office said at the time that the first victim had died in an area that had previously been one of the epicentres of the latest outbreak, near the town of Butembo.

Since the West African Ebola crisis of 2013-16 -- which left 11,300 dead across the region -- the WHO has eyed each new outbreak with great concern, treating the most recent Congolese epidemic as an international health emergency.

## **UGANDA :**

[ <https://www.monitor.co.ug> ]

### **Why Bobi is exiting poll petition and what next**

<https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/why-bobi-is-exiting-poll-petition-and-what-next--3300972>

By TABU BUTAGIRA - Bobi Wine yesterday announced that he would be withdrawing a petition he had filed to overturn Yoweri Museveni's January 14, 2021 re-election.

Under section 61 of the Presidential Elections Act, a presidential election petition can only be withdrawn with leave of court, meaning whereas Bobi's press conference proclamation yesterday was politically pivotal, it was not legally conclusive.

His lawyers will still have to put together the required paperwork and file a notice before the Supreme Court.

Until that happens, the National Unity Platform (NUP) petition would remain validly standing for decision of court.

And when the withdrawal happens, Bobi, born Robert Kyagulanyi, exposes himself to potentially back-breaking bills.

Whereas the news of the intention to withdraw the election petition may have been received by the public with consternation and disbelief, to insiders in Bobi's National Unity Platform (NUP) party, it was belated. And for variegated reasons.

The surprise, according to highly-placed officials, was that the petition was filed at all in the first place.

NUP anchors on the shoulders of two camps; the elite and the masses. The former favour high politics, engagement and is the branch that reportedly endorsed filing of the petition much to the chagrin of the latter that, in the words of one senior official, vilify sophisticated rhetoric without action and support street action.

That is how Bobi was caught between a rock and hard place last month when the conversation about whether or not to challenge Mr Museveni's victory in court gained traction.(..)

\*\*\*\*\*

### **Bobi Wine asks lawyers to withdraw poll petition against Museveni**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/bobi-wine-poll-petition-against-museveni-3300558>

By DAILY MONITOR | Ugandan politician Robert Kyagulanyi, popularly known as Bobi Wine, has instructed his lawyers to withdraw the presidential poll petition he filed at the Supreme Court, challenging President Yoweri Museveni's victory in the January 14 General Election.

“We are withdrawing from the courts but we are not opting for violence. We are withdrawing the case from Mr Owiny Dollo's court,” Wine, who has accused some judges of the court of being biased, said as he announced the withdrawal of his petition.

The move comes a day after President Museveni, the electoral commission and the Attorney-General filed their 185 affidavits in response to the 53 grounds that the National Unity Platform (NUP) legal team had raised to prove that the election was rigged, and wasn't free and fair.

Financial consequences

On Sunday, lawyers of the ruling National Resistance Movement (NRM) said Wine will face heavy financial implications if he withdraws the petition.

Mr Oscar Kihika, director of the NRM legal department, told journalists at the weekend that the party will ask Wine to pay all the expenses the party incurred in responding to the petition.

### **RWANDA :**

[ <https://www.newtimes.co.rw/> ]

[ <https://www.theeastafrican.co.ke/> ]

### **RwandAir to become first African airline to trial IATA Travel Pass**

<https://www.newtimes.co.rw/news/rwandair-become-first-african-airline-trial-iata-travel-pass>

RwandAir, the national carrier, is set to become the first African airline to trial the innovative new IATA Travel Pass starting April this year, following a partnership with the global body that facilitates international air travel.

This was announced in a statement issued by the airline on Tuesday February 23.

IATA is the International Air Transport Association and the IATA Travel Pass is a digital platform that will help passengers easily and securely verify that they comply with Covid-19 test or vaccine travel requirements, in turn giving governments the confidence to reopen borders.

According to the statement, the trial will play a critical role in RwandAir's vision to enable safe and seamless international travel experience for its passengers.

The first phase will be a three-week trial which will be done on the airline's Kigali-Nairobi route, enabling passengers to receive Covid-19 test results and verify that they are eligible to undertake their journey(..)

\*\*\*\*\*

### **Rwanda-Burundi irrigation, power project seeks \$190 million in funding**

<https://www.newtimes.co.rw/news/rwanda-burundi-irrigation-power-project-seeks-190-million-funding>

The Nile Basin Initiative Secretariat has announced that resources mobilization is ongoing to fund Akanyaru Multipurpose Water Resources Development project.

The development was announced Monday 22, during a virtual event meant to celebrate the Nile Day

The Akanyaru project is part of the Nile River Basin investment programme—a joint initiative of Rwanda and Burundi

Both countries are members of the Nile Basin Initiative (NBI), a partnership that brings together 10 countries linked to the River Nile and these are; Burundi, DR Congo, Egypt, Ethiopia, Kenya, Rwanda, South Sudan, Sudan, Tanzania and Uganda.

The process to mobilise resources for Akanyaru dam is backed by African Development Bank (AfDB) and NEPAD Infrastructure Project Preparation Facility (IPPF).

The project seeks to construct a dam near Akanyaru River with capacity to produce some 333 million cubic metres of water for irrigation to serve 846,000 people.

It also seeks to supply potable water to 614,200 people in Burundi and Rwanda and to build a dam to irrigate 12,474 hectares of farmlands in both countries.

The project is also expected to generate 14.5MW of hydro-electric power, which will power 141,111 homes.

In addition to power generation, water supply and irrigation, the project will contribute to the development of other auxiliary water uses such as livestock development, employment creation, flood control, environmental protection and watershed management.

The project also includes restoration of degraded watersheds upstream of the dam.

The Akanyaru project is one of many trans-boundary investment projects in the Nile Basin that requires sustainable use of water resources.

One of the other projects is the Rusumo Falls Hydropower plant, which will benefit Rwanda, Burundi and Tanzania.

With an aim to generate 75MW, the project is 72 per cent complete, the secretariat said. (..)

\*\*\*\*\*

### **Rwandan dissident killed in South Africa**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/rwandan-killed-in-south-africa-3300404>

By PETER DUBE | South African police are investigating the killing of exiled Rwandan opposition activist, Seif Bamporiki, who was shot dead in Cape Town's Nyanga Township.

Mr Bamporiki was reportedly shot dead while delivering a bed to a client in Nyanga on Sunday afternoon. He was accompanied by an unidentified male.

The suspects took their cell phones and wallets before they fled the scene in the deceased's vehicle. No arrests have been made.

Western Cape police spokesperson Colonel André Traut confirmed to Independent Media that they were investigating a case of murder.

“It is alleged that the deceased and another male, aged 50, were doing a delivery of a bed in the area when they were approached by two unknown suspects,” Mr Traut said.

“The deceased was pulled from his vehicle and shot, while the 50-year-old male who accompanied him managed to escape unharmed. The suspects, who are yet to be arrested, fled in the deceased's vehicle.”

## **KENYA :**

[ <https://www.the-star.co.ke> ]

[ <https://www.theeastafrican.co.ke> ]

### **Ruto set to tour Raila's turf to popularise "hustler movement"**

<https://www.the-star.co.ke/news/2021-02-23-ruto-set-to-tour-railas-turf-to-popularise-hustler-movement/>

Deputy President William Ruto is set to tour Raila Odinga's backyard to drum up support for his "hustler movement".

The Star has established that Ruto is expected to grace church fundraisers and youth and women empowerment in Migori county next month.

He will be in Kuria East and Kuria West constituencies.

Kuria East MP Mathias Robi said "all is set to give the DP the reception he deserves".

He said the DP has been to the region before for development agenda.

"We will be with the DP in March in our region. The residents of this region are looking forward to receiving him. He has the interest of our people and that is why he is coming to empower the youth and women," Robi told the Star on phone.

The DP is schedule to embark on tours to ODM strongholds even as a former strategist of Raila has said Luo Nyanza owes Ruto a political debt and should be paid back in 2022.

Eliud Owalo on Monday told the Star that the DP supported the former Prime Minister's presidential bid in 2007 and ensured that Rift Valley voted for him almost to man.

He said it is now the turn of the four Nyanza counties to return the favour to Ruto whom he said he led his community baptized Raila to "Arap Mibei" ending the historical animosity between the Kalenjins and the Luos.

"The Luo community owes William Ruto a political debt based on his support, commitment and aggressive campaign for Raila Odinga's Presidential bid in the year 2007," he said.

Owalo- DP's point man in Nyanza- told the Star that the 2022 presidential race will be defined by development agenda and not "bedroom" politics.

"We believe a William Ruto-led government will be participatory, all-inclusive and responsive to the challenges facing the Kenyan majority that revolves around high levels of unemployment, high cost of living, lack of entrepreneurial opportunities and inadequate means of basic subsistence for the Kenyan majority," he said.

Owalo who has worked for both Raila and ANC's Musalia Mudavadi said the "hustler movement is unstable and is now being received across the country well". He said it is only the Ruto Presidency that can ensure equity in development without considering without considering the presidential voting patterns. "Apart from the DP being ahead of the pack in relation to other 2022 presidential candidates, a Ruto Presidency will guarantee the Lake Region tangible development that entails revitalization of the cotton and sugar industries; value-addition to fishing supply chain, facilitation of a access to credit for trade and entrepreneurship; and infrastructure development as an enabler," he told the Star. (..)

## **SOUTH SUDAN :**

[ <https://sudantribune.com/> ]

### **South Sudan begins formation of state governments**

<https://sudantribune.com/spip.php?article70502>

February 22, 2021 (JUBA) - South Sudan has commenced formation of the state governments with the Central Equatoria, raising hopes such a move will restore presence of the government at lower-level structures mired and marred in perennial communal feuds.

President Salva Kiir addresses the nation at the South Sudan National Parliament in Juba, November 18, 2015. (Photo Reuters/Jok Solomon)

On Friday last week, President Salva Kiir issued a republican order for advisers, state ministers, county commissioners and chairpersons for state commissions.

The order saw 17 ministers, five advisers, six chairpersons for Independent Commissions, and six county commissioners from the various peace parties appointed.

This came days before the Transitional Government of National Unity (TGoNU) made a year since it was formed in February last year.

Disagreements among the peace parties over responsibility-sharing in the local government levels delayed full formation of the state governments.

According to the decree, the advisors appointed by the president include, James Modi Laku for peace and security (SSOA), David Wani for economic affairs (IO), Jacob Gore Samuel for legal affairs (IG), Bullen Amos Soro for Human rights (IG) and Mariam Zachariah for gender and social welfare (IG).

The ministers include, Godwil Edward for Cabinet Affairs (IO), Moro Isaac Genesio for Local Government and Law Enforcement (SSOA), Gerald Francis Nyukuye for Peacebuilding (IG), Taban Emmanuel Baya for Parliamentary and Legal Affairs (IO), Paulino Lukudu Obede for Information and Communication (OPP), Dorrin Wosuk Ladu for Culture, Youth, and Sports (IG), Diana Susu Hassan for Minister of Finance, Planning, and Investment (IG), Wani Top Sebit for Trade and Industry (IG) and Lily Kafuki Paul for Agriculture, Environment, and Forestry (SSOA).

Other ministers appointed include, Alex Latio Elia for Animal Resources, Fisheries and Tourism (IG), Peter Lujo Yospeta for Cooperative and Rural Development (IO), Flora Gabriel for Housing, Land and Public Utilities (IG), Mawa A. Moses for Roads and Bridges (IG), Modi John Molla for Labor, Public Service and Human Resource (IG), Nejua Marshal for Health (IG), Cirisio Zachariah for General Education and Instructions (IO), Martin Mollai Dodo for Gender, Child and Social Welfare (IG).

Also appointed were heads of Independent Commissions and county commissioners.(ST)

\*\*\*\*\*

### **Ethiopia, S. Sudan sign military co-operation agreement**

<https://sudantribune.com/spip.php?article70497>

February 19, 2021 (ADDIS ABABA) - Ethiopia and South Sudan on Saturday signed a military cooperation agreement between the two countries.

The agreement was signed by the Ethiopian army chiefs of staff, Gen. Berhanu Jula and his South Sudan counterpart, Gen. Johnson Juma Okot.

The signing ceremony, according to the National Defense Force website, was held at the conclusion of the 11th joint chiefs of staff meeting of the two countries held in Addis Ababa.

The agreement includes exchange of information on military security, curbing illicit arms and human trafficking at border areas, enhancing military diplomacy and cooperation in areas of education and training, among others.

The South Sudanese delegation led by the country's army chief of staff arrived in the Ethiopian capital to discuss the bilateral military affairs on Friday.

The signing of the deal comes amid tense relations between Ethiopia and Sudan.(ST)

## **SUDAN :**

[ <https://www.middleeastmonitor.com> ]

[ <https://www.aa.com.tr/> ]

[ <https://sudantribune.com/> ]

### **Sudanese army chief of staff meets SLA-Minnawi commander**

<https://sudantribune.com/spip.php?article70490>

February 18, 2021 (KHARTOUM) - The Sudanese army chief of staff Thursday received the commander of the Sudan Liberation Army of Minni Minnawi (SLA-MM).

In line with the peace agreement signed on 3 October 2020, the armed groups have to joint cantonment sites and to be trained with the national army ahead of its gradual integration.

"Lt Gen Mohamed Osman al-Hussein received in his office on Thursday the field commander of the Sudan Liberation Army Juma Haggar," the Sudan Armed Forces (SAF) said in a statement released on Thursday.

The meeting was attended by the Deputy Chief of Staff for Administration, Deputy Chief of Staff for Operations, and the Head of Military Intelligence added the statement.

The Sudanese government recently called on the armed groups to bring their fighters to the assembly sites in order to start the training of the joint forces that will protect civilians in Darfur.

Until now only the Sudanese government troops are deployed on the ground.

The SLA-MM which was based in Libya regained the country last November. UN experts say some of them are still in north African country but the group's leader says all of them now in Sudan.

In line with the peace agreement, the armed groups should not recruit new troops after the signing of the peace agreement. The fighters who are still outside the country will not be accepted in the cantonment sites after a certain delay. (ST)

\*\*\*\*\*

### **Sudanese army seeks war against Ethiopia to serve third country: statement**

<https://sudantribune.com/spip.php?article70488>

February 18, 2021 (KHARTOUM) - The Ethiopian government accused the Sudanese army of seeking to plunge Sudan into a war against Ethiopia in the interest of a third country.

In a new escalation with Sudan, the Ethiopian foreign ministry issued a statement on Thursday condemning what its described as a "provocative behaviour", on the joint border warning that it will cause damage to the two countries.

"The Ethiopian government strongly believes that the conflict being trumpeted by the Sudanese government's military wing could only serve the interests of a third party at the expense of the Sudanese people," said the statement.

According to different diplomatic sources, Ethiopian officials accuse Egypt of pushing the Sudanese army to ignite war in the border area where the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) is under construction, so they can destroy it.

The statement further said that Sudan undermined the Ethiopian efforts to "finalize the re-demarcation process" while the Sudanese army".



"The Ethiopian government would like to call upon the people of Sudan to check on its government from serving a third party interest which only would result in the detriment of the two nations," repeated the statement.

During a meeting of the joint political committee on 22 December, the Sudanese side was surprised by the demand made by the Ethiopian delegation headed by Deputy Prime Minister and Foreign Minister Demeke Mekonnen who asked to demarcate the border.

The Sudanese side rejected the demand and underscored that there are several agreements on the border demarcation and now what is needed is to place border markers.

Recently different envoys from the European Union and several Arab countries, the latest Saudi Arabia, were in Khartoum and Addis Ababa calling to de-escalate tensions and stop verbal attacks. Also, the Chairperson of the African Union Commission Moussa Faki despatched his special envoy EL-hacen Lebatt to Khartoum on Wednesday to discuss the growing tensions with Ethiopia.(ST)

### **Sudan army clashes with Ethiopia forces, regains control of seized borderland**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210206-sudan-army-clashes-with-ethiopia-forces-regains-control-of-seized-borderland/>

February 6, 2021 | Border clashes between the Sudanese army and Ethiopian forces were renewed in Al-Fashqa Al-Sughra on Thursday. Sudanese sources have confirmed that the army has regained control of new lands previously seized by Ethiopian forces.

The clashes that took place on Thursday were confirmed by Sudanese local media, the Sudan Tribune, Al-Sudani and Altaghyeer, reporting that fatalities and injuries occurred on the Sudanese side due to the fighting.

The Sudan Tribune reported that the Sudanese army on Thursday recovered an area on the borders following clashes with Ethiopian forces and militias in Al-Fashqa Al-Sughra, resulting in one death and eight injuries in the Sudanese forces.

The news website quoted military sources stating that the army managed to re-control the area of Cumbo Melkamu located in Al-Fashqa Al-Sughra, adjacent to the border strip with the Ethiopian Amhara region.

The news was also confirmed by Altaghyeer newspaper, quoting a military source stating: "The army forces liberated one of the Sudanese areas on the eastern borders."

The military source confirmed that the area of Cumbo Melkamu had also been re-controlled by Sudanese troops.

Al-Sudani newspaper quoted eyewitnesses in the village of Barakat Noreen, claiming that Ethiopian forces attacked Sudanese forces, who responded and took control of the territory.

Recently, the borders between Khartoum and Addis Ababa witnessed significant developments, which led to an intervention by the Sudanese army with the aim of "regaining control of all of its territories."

Sudan previously accused Ethiopia of supporting militias in usurping its lands, while Addis Ababa denied the allegations, amid stalled border demarcation negotiations between the two sides.

On 19 December, Sudan announced sending military reinforcements to the border area with Ethiopia, to "regain control over its usurped lands from an Ethiopian militia" in Al-Fashqa.

Prior to that, on 16 December, the Sudanese army announced the fall of casualties and losing military equipment in an attack launched by an Ethiopian militia in lands near Al-Fashqa.

The conflict in Al-Fashqa border area has been ongoing for decades, but it was limited to incidents between Ethiopian and Sudanese farmers, as Ethiopian gunmen frequently attacked Sudanese farmers for the purpose of looting and plundering. According to Khartoum, many were killed and injured in these aggressions.

The exceptionally fertile lands of Al-Fashqa are divided into three regions: Al-Fashqa Al-Kubra, Al-Fashqa Al-Sughra and the Southern Region.

\*\*\*\*\*

### **Une délégation de sécurité israélienne a atterri à Khartoum lundi soir**

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/une-d%C3%A9l%C3%A9gation-de-s%C3%A9curit%C3%A9-isra%C3%A9lienne-a-atterri-%C3%A0-khartoum-lundi-soir-/2147011>

- Jusqu'ici, il n'y a eu aucun commentaire officiel de la part des autorités israéliennes ou soudanaises au sujet de la visite annoncée par la Société de radiodiffusion israélienne. Hajer Cherni | 16.02.2021 - La Société de radiodiffusion publique israélienne a déclaré mardi qu'une délégation de sécurité israélienne s'était rendue dans la capitale soudanaise, Khartoum, lundi soir. L'autorité a déclaré que "la délégation de sécurité israélienne a atterri à l'aéroport de Khartoum, à bord d'un jet privé". Et d'ajouter que l'avion a quitté l'aéroport une demi-heure après son atterrissage, sans fournir de plus amples informations. Jusqu'ici, il n'y a eu aucun commentaire officiel de la part des autorités israéliennes ou soudanaises au sujet de la visite. \*Traduit de l'arabe par Hajer Cherni.

\*\*\*\*\*

### **Soudan: le nombre de réfugiés éthiopiens dépasse les 71 000**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/soudan-le-nombre-de-r%C3%A9fugi%C3%A9s-%C3%A9thiopiens-d%C3%A9passe-les-71-000-/2137402>

- Dans les Etats de Kassala et Gedaref (est) et du Nil Bleu (sud-est), selon la Commission soudanaise pour les réfugiés.

Hajer Cherni | 08.02.2021 - AA / Khartoum - La Commission soudanaise pour les réfugiés, affiliée au gouvernement, a annoncé lundi que le nombre de réfugiés éthiopiens, fuyant l'escalade militaire dans la région du Tigré, dans le nord de l'Éthiopie, est passé à 71 488.

L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a publié un rapport examiné par l'Agence Anadolu, dans lequel elle affirme que le nombre de réfugiés éthiopiens déplacés à Damazin dans l'État du Nil Bleu (sud-est) s'est élevé à 4 397. Selon le rapport, la zone "Hamdayit" de l'Etat de Kassala a accueilli 48 181 individus. Tandis que, l'Etat de Gedaref a abrité 18 878 déplacés.

Le rapport indique que le bilan total des réfugiés éthiopiens est passé à 71 488 personnes.

Jeudi dernier, la Commission soudanaise pour les réfugiés a annoncé que le nombre de réfugiés éthiopiens a atteint les 67 082.

Le 3 février, les autorités soudanaises ont annoncé que plus de 600 réfugiés éthiopiens avaient pénétré dans l'État du Nil Bleu (sud-est) en une semaine. Selon la même source, cette région accueille pour la première fois des réfugiés.

Le Soudan est l'un des plus grands pays d'accueil de réfugiés en Afrique avec 1.1 million de personnes, dont la plupart sont originaires du Soudan du Sud, selon des rapports officiels.

Le 4 novembre, des affrontements armés ont éclaté entre l'armée éthiopienne et le "Front de libération du peuple du Tigré" dans la région.

Le Front de libération a dominé la vie politique en Éthiopie durant près de 3 décennies, avant l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed en 2018, devenant ainsi le premier chef du gouvernement du pays issu de l'ethnie "Oromo".

Malgré la fin déclarée de la guerre, l'exode des réfugiés se poursuit, et cela se doit surtout - selon des sources médiatiques - à la crainte d'une résurgence des affrontements. \*Traduit de l'arabe par Hajer Cherni.

\*\*\*\*\*

### **Sudan owns land where Ethiopia built dam, claims ex-negotiator**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210222-sudan-owns-land-where-ethiopia-built-dam-claims-ex-negotiator/>

February 22, 2021 | A former member of Sudan's negotiating team which worked with Ethiopia on issues relating to the controversial Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) on the River Nile, has raised eyebrows by claiming that Sudan owns the land on which the dam is built.

Dr Ahmed Al-Mufti told the Saudi-owned Alarabiya satellite channel on Saturday night that his country granted the land to Ethiopia in 1902 on the condition that Addis Ababa would not establish any water infrastructure without Khartoum's approval. In his interview on the programme Al Boud Al Akhar (The Other Dimension), Al-Mufti added that Sudan could ask for the land to be returned to Sudanese sovereignty.

He called on the UN Security Council to intervene to stop Ethiopia from filling the second reservoir of the dam in July. The former negotiator also warned that more than 20 million Sudanese people are in danger as a result of the GERD.

Ethiopia lies upstream of Sudan on the Nile. It claims that the GERD is important for the country's development but the river's two downstream countries, Sudan and Egypt, argue that it poses a major threat because it will reduce their historical quotas of water from the river upon which both rely so much.

## **ETHIOPIA :**

[ <https://www.aa.com.tr/> ]

[ <https://www.middleeastmonitor.com/> ]

### **Renaissance Dam: Sudan responds to Ethiopia's threat, prepares for the worst**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210211-renaissance-dam-sudan-responds-to-ethiopias-threat-prepares-for-the-worst/>

February 11, 2021 | Sudan has started preparing for worst-case scenarios regarding the Renaissance Dam file, especially after Ethiopian officials revealed their country's intention to complete the second filling of the dam. Ethiopia has not yet reached an agreement with Sudan and Egypt, which Khartoum considers a dangerous move concerning the Sudanese Roseires Dam and the 20 million citizens living on the banks of the Nile.

On Wednesday, Emirati newspaper Al-Ruya quoted head of the technical department of the Sudanese Ministry of Irrigation and Water Resources, Engineer Mustafa Hassan, stating: "The Sudanese government is completely against filling the dam unilaterally, and Sudan has stipulated the signing of a binding legal agreement with Ethiopia."

Hassan added that Ethiopia's unilateral decision to initiate the second filling of the dam next July will directly affect the Roseires Dam and all activities in the Blue Nile. It will also hinder the hydroelectric generators of the Roseires reservoir and the Merowe Dam, the drinking water stations of the Blue Nile and the Main Nile, as well as having a negative impact on irrigation projects.

Above all, it will pose a threat to the lives and safety of around half of the Sudanese population living on the banks of the Blue Nile.

The newspaper also quoted media official of the Ministry of Irrigation, Osama Abu Shanab, confirming that: "Filling the Ethiopian dam threatens the lives of 20 million Sudanese who live on the banks of the Nile, and jeopardises the facilities located on the main Nile up to Atbara."

According to hydrologist Ahmed Al-Mufti, despite the mediation of the most influential parties – the US and the World Bank – Ethiopia has rejected the proposed draft. Al-Mufti cites that the only alternative is to stop negotiations and withdraw from the Declaration of Principles on the Grand

Ethiopian Renaissance Dam, to prove the illegality of the activities undertaken in the Renaissance Dam, and refer the issue to the United Nations (UN) Security Council.

Al-Mufti added: "No negative repercussions can emanate from withdrawing from the Declaration of Principles because this move comes as a result of Ethiopia's violation of the pact, especially as the first filling was done unilaterally, without conducting the studies specified by the declaration, and the failure to complete the Dam safety supplement stipulated by Principle No. 8 of the agreement." The expert reiterated: "Sudan's participation in managing the dam could be a solution if the necessary conditions are met, the first of which is issuing the provisions of the joint management mechanism, with the consensus of the representatives of the three countries. Additionally, the joint management agreement should be worded very accurately and issued under a UN Security Council resolution, in accordance with Chapter Seven, with the presence of international guarantors and extremely deterrent measures if Ethiopia breaches the agreement, including freezing of the operation of the dam by an order of the UN Security Council."

\*\*\*\*\*

### **L'Éthiopie appelle au retrait de l'armée soudanaise des zones en conflit**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/l%C3%A9thiopie-appelle-au-retrait-de-larm%C3%A9e-soudanaise-des-zones-en-conflit/2154221>

AA / Addis-Abeba | L'Éthiopie a renouvelé, ce mardi, son appel pour le retrait des forces de l'armée soudanaise des zones sous son contrôle depuis le 6 novembre, afin de mettre fin au conflit frontalier par le biais du dialogue.

C'est ce qui est ressorti des déclarations du porte-parole du ministère éthiopien des Affaires étrangères, relayées par des médias locaux et étrangers.

Le ministère éthiopien des Affaires étrangères a déclaré qu'Addis-Abeba "refuse d'entrer en conflit avec Khartoum et appelle, dans ce sens, l'armée soudanaise à revenir sur la ligne de démarcation". Addis-Abeba accuse l'armée soudanaise d'avoir pillé et expulsé des citoyens éthiopiens, à partir du 6 novembre dernier et profité de l'absence du gouvernement éthiopien, occupé à maintenir l'ordre dans la région du Tigré.

Le conflit frontalier entre l'Éthiopie et le Soudan s'est aggravé, depuis la déclaration de Khartoum, le 31 décembre, qui annonce la prise de contrôle de l'ensemble du territoire de la zone frontalière "Al-Fashaqa" avec l'Éthiopie. Cela a provoqué de vives tensions et a approfondi la crise entre les deux parties.

Le Soudan réclame l'établissement de démarcation des frontières avec l'Éthiopie sur la base de l'accord du 15 mai 1902, signé à Addis-Abeba entre l'Éthiopie et la Grande-Bretagne (au nom du Soudan), tandis qu'Addis-Abeba refuse de reconnaître cet accord et appelle au dialogue pour résoudre ce différend. \*Traduit de l'arabe par Hajer Cherni.

\*\*\*\*\*

### **L'Éthiopie ouverte à une médiation de la Turquie avec le Soudan**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/l%C3%A9thiopie-ouverte-%C3%A0-une-m%C3%A9diation-de-la-turquie-avec-le-soudan/2147323>

- Selon une déclaration du porte-parole du ministère éthiopien des Affaires étrangères, Dina Mufti. | L'Éthiopie accueillera avec satisfaction une éventuelle proposition de la Turquie pour assurer le rôle de médiateur entre elle et le Soudan.

Le porte-parole du ministère éthiopien des Affaires étrangères, Dina Mufti, en visite en Turquie, a assuré que le différend entre l'Éthiopie et le Soudan au sujet des frontières de la région d'al-Fashka, peut se résoudre par les voies diplomatiques.

S'exprimant à l'Agence Anadolu, Mufti a déclaré que le conflit armé n'est pas d'actualité. "Si la Turquie propose de faire la médiation avec le Soudan, alors l'Éthiopie en sera satisfaite ». Selon le représentant de la diplomatie éthiopienne, son pays entretient d'excellentes relations avec ses voisins de la Corne de l'Afrique, notamment avec l'Érythrée, Djibouti, la Somalie, le Kenya, « et même avec le Soudan avec qui nous avons un sujet malheureux".

- Le 125ème anniversaire des relations diplomatiques bilatérales :

L'Éthiopie et la Turquie ont célébré cette année, le 15 février, le 125ème anniversaire des relations diplomatiques bilatérales.

Mufti a, à cette occasion, exprimé son souhait de voir les coopérations avec la Turquie se développer dans les domaines de la sécurité et de l'économie en particulier.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, avait accueilli le 15 février son homologue éthiopien, Demeke Mekonnen, à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle ambassade d'Éthiopie à Ankara. \* Traduit du turc par Tuncay Çakmak

## **SOMALIE :**

### **Somalie: un attentat-suicide contre un poste de police déjoué à Mogadiscio**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/somalie-un-attentat-suicide-contre-un-poste-de-police-d%C3%A9jou%C3%A9-%C3%A0-mogadiscio-/2154158>

- Le kamikaze, qui a réussi à prendre la fuite, a lancé un gilet explosif à l'entrée du poste de police de Hamarwayne lors d'une poursuite, blessant deux policiers, selon une source gouvernementale locale.

Mounir Bennour | 23.02.2021 - AA / Mogadiscio | La police somalienne a annoncé qu'elle avait déjoué un attentat-suicide ce mardi, visant un poste de la police dans la capitale, Mogadiscio.

La police a déclaré dans une publication sur Twitter, qu'elle avait réussi à contrecarrer un attentat-suicide après avoir été alertée à propos d'un suspect près du poste de police dans le quartier de Hamarwayne, à l'est de Mogadiscio, sans donner de plus amples détails.

Pour sa part, une source de l'administration du district de Hamarwayne a déclaré au correspondant de l'Agence Anadolu que le kamikaze cherchait un endroit bondé de civils dans le marché populaire de Hamarwayne pour se faire exploser, mais les policiers l'ont suspecté et ont entamé sa poursuite. La source, qui a préféré garder l'anonymat, car elle n'est pas autorisée à faire des déclarations aux médias, a ajouté que le kamikaze s'est dirigé, au cours de la poursuite, vers le commissariat de Hamarwayne où il a lancé son gilet explosif à l'entrée du poste, ce qui a causé des blessures à deux policiers.

Et d'expliquer que l'un des blessés était le chef adjoint de la police du district de Hamarwayne, précisant que celui-ci a été légèrement blessé.

La source également a souligné que le kamikaze, qui n'a pas réussi à se faire exploser, a pris la fuite au terme d'une poursuite policière et des tirs de coups de feu qui l'ont manqué.

Dans l'immédiat, on ignore toujours le groupe d'appartenance du kamikaze, mais les autorités gouvernementales accusent généralement le mouvement rebelle "Al-Shabab" d'être les instigateurs de ce type d'attaques.

Depuis des années, la Somalie mène une guerre contre Al-Shabab, un mouvement armé créé au début de 2004 et affilié idéologiquement à l'organisation terroriste Al-Qaïda. Le mouvement a adopté de nombreuses attaques terroristes qui ont coûté la vie à des centaines d'éléments des forces militaires et policières ainsi qu'à des civils. \*Traduit de l'arabe par Mounir Bennour.

\*\*\*\*\*

**Turkey space programme to launch from Somalia to cost over \$1bn**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210219-turkey-space-programme-to-launch-from-somalia-to-cost-over-1bn/>

Turkey's plans for its own space programme will cost over \$1 billion and will begin with a rocket being launched from a site in Somalia, it has been revealed (..)

-----  
**\*\*\*\* L'AFRIQUE DU SUD \*\*\*\***  
-----

## **MADAGASCAR :**

[ <https://www.madagascar-tribune.com/> ]

### **Meeting de l'opposition : une journée sous tension**

<https://www.madagascar-tribune.com/Meeting-de-l-opposition-une-journee-sous-tension.html>

Samedi 20 février | Mandimbisoa R. - La journée de ce samedi risque d'être sous haute tension dans la capitale. Hier dans la soirée, les forces de l'ordre ont commencé à circuler avec leurs voitures blindées dans les quartiers du centre ville. « Une manifestation pourrait avoir lieu à Antananarivo le samedi 20 février dans les quartiers d'Analakely et d'Ambohitovo ». « Il est donc conseillé d'éviter tout déplacement dans ces quartiers durant la journée de samedi », avertit l'ambassade de France à Madagascar à l'endroit de ses ressortissants, hier.

En effet, sous un climat sociopolitique tendu, les députés des partis de l'opposition ont appelé la population tananarivienne à se réunir au jardin d'Ambohitovo, baptisé à une certaine époque par Andry Rajoelina « Place de la Démocratie ». Le motif évoqué par ces députés pour justifier ce rassemblement serait de faire un rapport public sur la dernière session parlementaire, clôturée en décembre 2020. Après la fameuse excursion organisée à Imerinkasinina le 6 février dernier qui a agité le microcosme politique, les députés reviennent ainsi à la charge et veulent investir cette fois-ci le centre-ville.

La tenue de toute manifestation en centre ville est pourtant interdite par les autorités, à l'instar du préfet d'Antananarivo, qui suggère aux députés de se rendre au site de Soamandrakizay. Située à l'écart de la capitale et de surcroît une propriété privée, le lieu a accueilli la grande messe lors du passage du Pape François à Madagascar en 2019. La Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) de son côté avance ce refus sous prétexte de travaux.

L'opposition ne l'entend toutefois pas de cette oreille, si elle se résigne à éviter Ambohitovo après cette interdiction, elle insiste pour tenir leur mouvement, en centre ville. Hier, sur les ondes du Miara-Manonja, le député du TIM Fidèle Razara Pierre a fait allusion à la place du 13 mai.

Joint par téléphone, un autre député de l'opposition martèle que leur intention n'est pas de renverser le pouvoir en place mais de rendre public les méfaits du régime et des gabegies des dirigeants actuels. De son côté, le député Rolland Ratsiraka, élu sous la bannière du MTS à Toamasina a déclaré lors d'une conférence de presse tenue au Carlton à Anosy, hier, que les dirigeants actuels devraient laisser la population s'exprimer.

De leur côté, les forces de l'ordre sont aux aguets, les autorités qui craignent des troubles se montrent intransigeantes et avertissent qu'en cas de dérapage ils prendront les dispositions nécessaires.

\*\*\*\*\*

### **Barikadimy : un étudiant tué par balle, 8 autres arrêtés**

<https://www.madagascar-tribune.com/Toamasina-un-etudiant-tue-par-balle-8-autres-arretes.html>

vendredi 19 février | Mandimbisoa R. - Un étudiant a été tué d'une balle hier à Toamasina lors d'une manifestation estudiantine. Tout comme les étudiants de l'Ecole supérieure Polytechnique de

Vontovorona, ces derniers réclamaient les arriérés de leurs bourses d'études et le paiement des indemnités d'équipements.

Selon les explications du Colonel Josh Rabemanantsoa, commandant de la Circonscription inter-régionale de la gendarmerie de Toamasina, le gendarme à l'origine du tir aurait été pris à partie par les manifestants, pour s'en sortir il a dû dégainer son arme. La gendarmerie avance ainsi la légitime défense. Une enquête sera toutefois ouverte pour connaître les circonstances du tir ayant mené au décès de l'étudiant. Après avoir été tiré sur sa cuisse, ce dernier a succombé à ses blessures sur son lit d'hôpital.

Par ailleurs, au moins huit étudiants ont été interpellés à l'issue de la manifestation, cinq autres personnes blessés, dont deux étudiants et trois éléments des forces de l'ordre.

Avec les foyers de tension qui montent de tour part actuellement, les autorités sont sur le qui-vive. Toute revendication, que ce soit des étudiants ou des paramédicaux sont qualifiés de perturbation voulue et orchestrée. Sans surprise, l'opposition est particulièrement pointé du doigt par les partisans du régime pour en être l'instigateur.

## **SOUTH AFRICA :**

[ <https://www.thesouthafrican.com/> ]

### **Zuma's arms deal case back in court – here's what to expect**

<https://www.thesouthafrican.com/news/zumas-arms-deal-case-back-in-court-heres-what-to-expect/>

Former president Jacob Zuma is alleged to have pocketed bribes from French arms manufacturer Thales, during the arms deal from the late 1990s

The corruption case against former president Jacob Zuma is back in the High Court in Pietermaritzburg on Tuesday, 23 February 2021.

Zuma and French arms manufacturer face a string of charges including corruption, fraud and racketeering. The former president will however not be attending the court proceedings as it will mainly be a process between the presiding judge and legal teams.

The proceedings which will unfold will likely clear the path for the trial to get underway as the parties have to resolve outstanding pre-trial matters.

It all comes after the Jacob Zuma Foundation said the National Prosecuting Authority (NPA) was far from ready to proceed with the case. The NPA was quick to dismiss the foundation's claims. "It is not true that the state versus Zuma and Thales has been postponed. The matter is scheduled for the 23rd of February. As you know that the court had postponed the matter from November to February, at the time it was to allow Thales to challenge the racketeering charges. After they lost, they then indicated that they're not going to appeal. And therefore, the matter is scheduled for Tuesday. And in fact, there has been a suggested date between the state (and) Thales in terms of their availability, which is May," said NPA spokesperson Sipho Ngwema.

Arms deal case: What is Zuma accused of?

Zuma is alleged to have received 783 suspicious payments to the tune of R1.2 million from his former financial advisor Shabir Shaik. This is in relation to the multibillion rand arms deal in 1999. Zuma has denied the allegations and claims they are politically motivated.

Thales had sought to have the office of the National Director of Public Prosecutions (NDPP), to drop the racketeering charges against it, as it believes there is no evidence of such. However the same court dismissed the application with costs in January.

Zuma's life, post-presidency, has been characterised by endless court appearances and legal battles – including in his personal life. The former president could soon find himself in jail after he defied an order by the Constitutional Court, compelling him to appear before the State Capture



Commission. The commission has since asked the apex court to impose a two year jail term on Zuma.

\*\*\*\*\*

### **Listen To Today's Daily News Wrap, Tuesday 23 February**

<https://www.thesouthafrican.com/news/listen-to-todays-daily-news-wrap-tuesday-23-february/>

It's Tuesday 23 February 2021, and this is The South African's Daily News Wrap - with the latest news you really need to know.

This is The South African's Daily News Wrap for Tuesday 23 February 2021 – with all the latest news you really need to know.

In our top story, Ramaphosa's timely response to Zuma

President Cyril Ramaphosa has issued what can be described as an indirect reply to his predecessor, former president Jacob Zuma.

This is exactly a week after Zuma failed to show up at the State Capture Commission. This was in defiance of an order by the Constitutional Court.

In his weekly newsletter released on Monday, February 22, 2021, Ramaphosa reflected on the role of the Constitution in the country and said it is the product of years of sacrifice and struggle.

\*\*\*\*\*

### **State Capture: Commission requests two-year jail term for Jacob Zuma**

<https://www.thesouthafrican.com/news/state-capture-commission-jacob-zuma-latest-bheki-cele-monday-22-february/>

On Monday, the State Capture Commission filed an urgent application with the Constitutional Court to see Zuma jailed for two years.

The State Capture Commission of inquiry has filed an urgent application to the Constitutional Court on Monday 22 February requesting that former President Jacob Zuma be jailed for two years.

Zuma's refusal to appear at the Commission despite it having obtained a court order instructing him to do so from the Constitutional Court sparked fury, and now the Commission is seeking justice for what they consider to be contempt epitomised.

SCI requests two-year sentence for former President.

The commission's secretary Itumeleng Mosala said that Zuma had committed a plethora of offences, including his failure to rock up and undergo questioning relating to his role in alleged state looting during his tenure as president, failing to submit affidavits requested by the Commission, and making defamatory, unsubstantiated accusations against the integrity of the Commission.

The application also requested that Police Minister Bheki Cele and his National Police Commissioner Sethole do their utmost to ensure that Zuma is held to his court mandated obligations, and they have also requested that he be held accountable for the legal costs relating to the saga.

The application states that Zuma "intentionally and unlawfully failed or refused to furnish the Commission with affidavits in compliance with the directives issued by the Chairperson of the Commission". These affidavits related to testimony regarding alleged corruption at the Passenger Rail Authority of South Africa (PRASA) and embattled power supplier Eskom.

## **BOTSWANA :**

**Botswana : Lucara Diamond enregistre une baisse de la production et des revenus en 2020**

<https://www.agenceecofin.com/compagnie/2302-85481-botswana-lucara-diamond-enregistre-une-baisse-de-la-production-et-des-revenus-en-2020>

(Agence Ecofin) - En 2020, la faiblesse du marché du diamant a obligé Lucara à faire des choix inédits pour générer des revenus. Si cela n'a pas suffi pour réaliser les mêmes performances qu'en 2019, ces mesures ont permis d'atténuer les effets de la crise. La société active au Botswana veut faire mieux en 2021.

La compagnie minière Lucara Diamond active à la mine de kimberlite botswanaise Karowe, a publié le 23 février un bilan opérationnel en baisse pour l'année 2020. La production de diamants est en effet passée de 433 060 carats en 2019 à 381 706 carats l'année dernière, soit une diminution de 12 % en glissement annuel.

Ces résultats ont eu un impact sur les finances de la société avec des revenus de ventes qui ont chuté de 35 % en glissement annuel pour atteindre 125,3 millions \$. L'EBITDA est également passé de 73,1 millions \$ fin 2019 à seulement 18,4 millions \$ à la fin de l'année 2020. (..)

## **NAMIBIA :**

[ <https://www.namibian.com.na/> ]

### **Nujoma alive and well – Namibian presidency**

<https://www.namibian.com.na/99215/read/Nujoma-alive-and-well-%E2%80%93-Namibian-presidency>

News - National | 2021-02-22 | by Shelleygan Petersen --- The Office of the President says the 91-year-old founding president Sam Nujoma is in good health and condemns allegations claiming otherwise. In a press statement issued this afternoon, press secretary Alfredo Hengari labelled claims about Nujoma's death "baseless and unwarranted", saying it was an attack on the integrity of the former president that was started by malicious individuals peddling fake news.

"The undesirable speculation about the health of the founding president is lamentable and should cease forthwith," he said.

Nujoma was diagnosed with Covid-19 on 6 December last year, but soon recovered. At that time, he had minor symptoms, which were reported to have subsided.

Hengari urged Namibians to desist from relying on misinformation, saying it created undue panic within the country.

## **ZIMBABWE :**

[ <https://www.thezimbabwemail.com/> ]

[ <https://www.theeastafican.co.ke/> ]

### **Chombo arrested**

<https://www.thezimbabwemail.com/law-crime/chombo-arrested/>

President Mnangagwa's Special Anti Corruption Unit (SACU) this morning arrested former cabinet minister Ignatius Chombo, ZimMorning Post revealed.

According to the publication, Chombo was arrested on criminal abuse of office charges:

Former Finance minister Ignatious Chombo has been arrested by SACU. Charges are: one count of fraud and 5 counts criminal abuse of duty as public officer. All charges arise from the Uchena Land Commission report

A few weeks ago Prosecutor-General Kumbirai Hodzi said the case against Chombo and Prisca Mupfumira will be concluded soon. (..)

\*\*\*\*\*

### **Zimbabwean Vice-President caught up in sex scandals**

<https://www.thezimbabwemail.com/main/zimbabwean-vice-president-caught-up-in-sex-scandals/>

VICE President Kembo Mohadi's shocking love romps with married mistresses have been laid bare in two leaked phone conversations in which the country's number 2 is heard inviting his sex toys for unprotected sex in his government office.

This comes after yet another love scandal the philandering VP has been having with one Abbigal Muleya, a married Central Intelligence Organisation employee attached to his office.

RELATED: VP KEMBO MOHADI BASHED FOR SEX WITH MARRIED LOVER

The two have not yet commented publicly about their illicit affair.x`

But if his romp with Muleya is not enough to demonstrate the VP's promiscuous side, then the latest scandal surely would.

In the audios – recorded on two separate occasions – in which he speaks to two stunningly gorgeous mistresses identified as Yvonne and Chevaughn, a horny 71-year-old VP Mohadi does not beat about the bush in telling his evidently cooperating doxies he is dying for a “fu\*\*” in his love nest.

### **ZAMBIA :**

[ <https://www.mwebantu.com/> ]

### **President Edgar Lungu confers with President XI's Special Envoy**

<https://www.mwebantu.com/2021/02/22/president-edgar-lungu-confers-with-president-xis-special-envoy/26850/>

February 22, 2021 - PRESIDENT Edgar Lungu says Zambia values the longstanding friendship with the People's Republic of China premised on mutual respect, shared values and common aspirations at bilateral and multilateral levels.

The Head of State has since acknowledged the role founding fathers of China and Zambia, Chairman Mao Zedong and Dr Kenneth Kaunda, whose visionary leadership laid a firm foundation for the special bond and strategic partnership between Zambia and China.

The President said this when he met Yang Jiechi, member of the Political Bureau of the Central Committee of the Communist Party of China and Special Envoy of President Xi Jinping, at State House today.

He expressed gratitude to the Chinese Government for its generous support in various areas such as Zambia's fight against the COVID-19 pandemic, construction of the historical Tanzania-Zambia project, hospitals, airports, stadia, and roads as well as the ongoing construction of an ultra-modern convention centre which is expected to host the 2022 African Union Summit.

“We eagerly look forward to the completion of other joint projects such as the Kafue Gorge Lower Project. We are further encouraged by increased bilateral economic activity in light of Zambia's favourable investment climate as well as market access and preferential treatment for Zambian agricultural products into China and indeed support to other sectors,” President Lungu said.

He reaffirmed that Government will continuously commit to the bilateral and multilateral levels for the mutual benefit of the people of the two countries.

President Lungu further congratulated China for its 100th anniversary of the founding of the Communist Party of China and commended the party for leading the Chinese people in attaining remarkable socio-economic achievements.

He also applauded China for eradicating extreme poverty among its people.

And Mr Yang said he was in the country concretise the resolutions from the meeting the Head of State had with President Xi in July 2020, and during the Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC) Summit.

Mr Yang expressed confidence that the next FOCAC meeting will achieve tangible results for the mutual benefit of China and Zambia and its peoples.

He observed that Zambia was the first country in Southern Africa to have established diplomatic ties with new China under the guidance of founding fathers of China and Zambia, Chairman Mao Zedong and Dr Kenneth David Kaunda.

Mr Yang stated that both countries have endeavored to achieve bilateral cooperation premised on equality, mutual benefits and solidarity.

The Special Envoy committed to continue supporting the Zambian Government on the development path that suits the Zambian people.

He further stated that China is opposed to any internal interference of African countries.

Mr Yang said China will enhance cooperation with Zambia in the economic sector and international issues among others.

This is contained in a statement issued by Special Assistant to the President for Press and Public Relations, Isaac Chipampe.

## **MALAWI :**

[ <https://malawi24.com/> ]

### **Malawi President, Teachers Union meet in an effort to end teachers strike**

<https://africa.cgtn.com/2021/02/23/malawi-president-teachers-union-meet-in-an-effort-to-end-teachers-strike/>

Malawi President, Lazarus Chakwera is set to meet the leadership of the Teachers Union of Malawi (TUM) in a bid to reach a consensus to bring to a halt the ongoing teachers' strike.

As reported by Malawi's Nation Online, this comes a day after the ongoing discussions between the TUM leadership and government leadership hit a deadlock.

Malawi's public school teachers have staged a strike, demanding bonus pay for working during the COVID-19 pandemic, as well as better protective equipment.

Schools reopened on Monday this week, after a five-week closer as a result of an increase in COVID-19 cases, and the teachers reported to work, but refused to begin classes until the government meets their demands for high-risk pay and better safety equipment.

Malawi has so far registered 30,942 coronavirus cases and 1,021 deaths.

## **ANGOLA :**

[ <https://macauhub.com.mo/> ]

[ <https://www.angop.ao/fr> ]

### **Angola invites Chinese bids to supply medicines, equipment**

<https://macauhub.com.mo/2021/02/09/20210209004/>

9 February 2021 | The authorities in Angola have invited Chinese companies to bid to supply the country with medicines and medical equipment, the Chinese Embassy in Luanda says.

The embassy issued a written statement saying the invitation to join the bidding online was contained in a letter it received from the Angolan Ministry of Health.

The Angolan public procurement website says the ministry has given would-be suppliers until March 2 to bid to supply medicine and medical equipment.

In 2018, the Portuguese news agency Lusa reported that the Angolan authorities had set new rules for public procurement, with a view to increasing competition, lowering spending and curbing corruption.

Last December, the Angolan state-run news agency Angop quoted the official in charge of the public procurement system, Saídy dos Santos Fernando, as saying procurement online had saved the country 99.75 billion kwanza (about US\$152.7 million).

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinaplp.org.mo/angola-invites-chinese-bids-to-supply-medicines-equipment/>

\*\*\*\*\*

### **Le Président de la République informé de l'intégration physique de la CEEAC**

<https://www.angop.ao/fr/noticias/politica/pr-informado-sobre-integracao-fisica-da-ceeac/>

LUANDA - Lundi, 22 Février 2021 | Luanda - Le Chef de l'Etat angolais, João Lourenço, a été informé lundi, à Luanda, du plan d'intégration physique des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Au terme de l'audience que lui a été accordée par João Lourenço, le président de la Commission de la CEEAC, l'ambassadeur angolais Gilberto Veríssimo, a déclaré que l'intégration physique était liée à la connexion par route et chemin de fer entre États membres de l'organisation.

"C'est un plan de la présidence congolaise" à la CEEAC, a déclaré Gilberto Veríssimo, ajoutant que c'est dans ce cadre qu'il discute avec les Etats membres du plan d'intégration physique.

Pour le diplomate angolais au service de la CEEAC, l'intégration physique est une «grande préoccupation» pour les dirigeants de l'organisation, tout en reconnaissant qu'il existe des difficultés de communication.

Pour Gilberto Veríssimo, la question de l'intégration physique des Etats membres de la CEEAC passe par la mise en œuvre effective des plans de développement.

"Pour cela, il est nécessaire de tenir compte des plans de développement des routes et des chemins de fer dans chaque pays de la région", a-t-il souligné.

Dans cette optique, Gilberto Veríssimo, qui préside la Commission CEEAC pour un mandat de cinq ans, effectue une tournée dans les pays membres de l'organisation, dont l'Angola.

La CEEAC a été créée en décembre 1981, à Libreville, au Gabon, où elle a son siège. Elle est devenue opérationnelle en 1985 et ses objectifs sont de promouvoir la coopération et le développement autonome, avec un accent particulier sur la stabilité économique et l'amélioration de la qualité de vie.

Les onze pays membres sont l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon, Sao Tomé et Príncipe, la République démocratique du Congo et le Rwanda.

### **MOZAMBIQUE :**

[ <https://www.theeastafrican.co.ke> ]

[ <https://macauhub.com.mo/> ]

### **Thousands displaced following heavy rains in Mozambique**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/heavy-rains-in-mozambique-3293546>

By ARNALDO VIEIRA - About 27,000 people have been marooned in Boane district, about 30 kilometres south of the Mozambique's capital Maputo following heavy rains in the area, local councilman confirmed Monday.

In a televised address, Mr Jacinto Loureiro added that two bridges at Umbeluzi river and several roads have been cut off, hundreds of houses flooded and crops damaged.

Last week, about 150 inmates were transferred from Guinjá to Macia prison in Gaza province, 6,396 kilometres north from the capital Maputo after the Limpopo river flooded.

Limpopo river, which rises in South Africa and flows generally eastwards through Mozambique to the Indian Ocean, has for three weeks been rising with its water flowing above the alert levels, leading to flooding of farms and destruction of property.

Mozambique is currently facing the rainy season which runs from October to April, with winds coming from the Indian ocean and floods originating from the Southern African hydrographic basins. It sometimes experiences cyclones during this time.

Thousands of people were affected by tropical storms Chalane and Eloise between December and January, affecting more than 36,000 people and official figures put the death toll at 22 while local authorities say it could be higher.

In March and April 2019, cyclones Idai – with its epicentre at the port of the country's second-largest city, Beira – and Kenneth, hit Mozambique just a few weeks apart.

The two are the worst natural disasters recorded in the country in the last two decades.

### **GUINEA BISSAU :**

[ <https://macauhub.com.mo/> ]

### **Envoy says China amenable to more Sino-Guinean cooperation**

<https://macauhub.com.mo/2021/02/11/20210211004/>

11 February 2021 - Chinese Ambassador to Guinea-Bissau Guo Ce has said China is willing to increase Sino-Guinean cooperation, according to his embassy.

The embassy issued a written statement saying Mr Guo gave an account of the latest Sino-Guinean cooperative efforts to counter the COVID-19 pandemic, and to increase trade and the development of infrastructure in Guinea-Bissau, when he and Guinean Foreign Minister Suzi Carla Barbosa met last week.

The statement quotes Ms Barbosa as saying her country is thankful to China for the support it has given to Guinean economic and social development.

Ms Barbosa said China was among the most important partners of Guinea-Bissau, which was willing to increase communication and coordination to make the Sino-Guinean relationship stable and sustainable, the Chinese Embassy in Bissau says.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinapl.org.mo/envoy-says-china-amenable-to-more-sino-guinean-cooperation/>

### **CABO VERDE / CAP VERT :**

## **Chinese Govt to help Cabo Verde start farming seaweed**

<https://macauhub.com.mo/2021/02/09/20210209003/>

9 February 2021 | The Chinese Government has agreed to give Cabo Verde US\$1.5 million worth of technical help with ensuring its food security, notably by farming seaweed, Lusa reports.

The Portuguese news agency says the assistance is part of the South-South Cooperation Programme undertaken by China and the UN Food and Agriculture Organization.

The report says one aspect of the assistance will be a study of the potential for seaweed farming, and the establishment of pilot farms.

Over three years, Chinese advisers will help Cabo Verdeans with the management of soil, water and fertiliser, with biological methods of pest control, and with adding value to animal products.

The seven advisers will give guidance to 4,500 farmers on the islands of Santo Antão and Santiago, and to 100 Cabo Verdean researchers, students and technicians, Lusa says.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinaplp.org.mo/chinese-govt-to-help-cabo-verde-start-farming-seaweed/>

## **SAO TOME AND PRINCIPE :**

### **São Tomé and Príncipe gets more medical supplies from China**

<https://macauhub.com.mo/2021/02/22/20210222003/>

22 February 2021 | China has given São Tomé and Príncipe another batch of medical supplies for curbing the COVID-19 pandemic, the Chinese Embassy in São Tomé says. The embassy issued a written statement saying the supplies include facemasks and other personal protective equipment, ventilators and thermometers. The embassy says Chinese Ambassador to São Tomé and Príncipe Xu Yingzhen ... Continue reading "São Tomé and Príncipe gets more medical supplies from China" (..)

## **TIMOR-LESTE :**

### **Stronger Sino-Timorese education links offered by ambassador**

<https://macauhub.com.mo/tag/timor-leste/>

11 February 2021 | Chinese Ambassador to Timor-Leste Xiao Jianguo has said China is ready to strengthen Sino-Timorese ties in the field of tertiary education, the Chinese embassy in Dili says. A written statement issued by the embassy quotes Mr Xiao as offering National University of Timor-Leste Rector João Soares Martins Chinese assistance for the development of education in ... Continue reading "Stronger Sino-Timorese education links offered by ambassador"

-----  
\*\*\*\* AFRIQUE DU NORD \*\*\*\*  
-----

## **EGYPT :**

[ <https://www.middleeastmonitor.com/> ]

### **Qatar, Egypt meet for first time since 2017 rift**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210223-qatar-egypt-meet-for-first-time-since-2017-rift/>

February 23, 2021 | Delegations from Qatar and Egypt met in Kuwait today for the first time since an agreement last month to end a rift, both countries' foreign ministries said, in a further push to bury a Gulf Arab diplomatic feud with repercussions around the Middle East, Reuters reported. Saudi Arabia, the UAE, Bahrain and Egypt agreed in January at a summit in Saudi's Al-Ula to restore diplomatic, trade and travel ties with Doha, which had been severed in 2017 over accusations that Qatar supported terrorism, a charge it denies.

Qatar yesterday similarly met a delegation from the United Arab Emirates (UAE) in Kuwait for their first bilateral talks.

"The two sides welcomed measures each has taken since signing the al-Ula statement, as a step on the path of building confidence between the two fraternal countries," the statement said.

Since the agreement, air and travel links have resumed between Qatar and the four states. Each state is to arrange bilateral talks with Qatar to resolve individual issues.

Bahrain's foreign ministry said last month it had written to Qatar inviting Doha to send a delegation to Bahrain to start bilateral talks to implement the Al-Ula agreement. Qatar has not yet responded, Bahrain's foreign minister has said.

Washington has strong ties with all the states involved, including Qatar which hosts the largest US military base in the region, and has seen the rift as a threat to efforts to contain Iran. It has pushed for a united Gulf front.

The row also rattled Arab power politics in the region, where Gulf states have used their financial and political clout to influence events in Libya, Egypt, Syria, Iraq and Yemen.

\*\*\*\*\*

### **Egypt targeting opposition members of parliament, rights group says**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210223-egypt-targeting-opposition-members-of-parliament-rights-group-says/>

February 23, 2021 | An Egyptian human rights organisation issued a new report on the government's targeting of opposition members of parliament, calling on President Abdel Fattah Al-Sisi to stop pursuing parliamentarians and to open the public sphere to opponents.

The report, issued by the Parallel Egyptian Forum, documented ten cases where parliamentarians who are opposed to the government were subjected to various violations or expelled from parliament.

Some of the ten parliamentarians are members of political parties and others are independent, according to the report, which relied on the limited information available on the parliamentarians in question and the suppression they were subjected to.



They include Mohamed Abdel Alim Daoud, from the Wafd Party, and former Members of Parliament Anwar Sadat of the Reform and Development Party and Haitham Hariri of the Socialist Popular Alliance Party.

The report called on the Egyptian government to abide by the "legal framework of political and parliamentary life, and constitutional reform," and called on parliamentarians to file complaints to the Inter-Parliamentary Union.

## **ALGERIE :**

[ <https://www.aps.dz/algerie/> ]

[ <https://www.middleeastmonitor.com/> ]

### **L'Algérie pour une résolution du problème de la légitimité des dirigeants Libyens**

<https://www.aps.dz/algerie/118056-l-algerie-pour-une-resolution-du-probleme-de-la-legitimite-des-dirigeants-libyens>

ALGER - Les recommandations issues des réunions des membres du Forum de dialogue politique inter-libyen portant sur la formation d'une autorité exécutive et la tenue d'élections parlementaires et présidentielle avaient été évoquées et soulignées depuis bien longtemps par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a expliqué le ministre des Affaires étrangères Sabri Boukadoum.

Dans une déclaration à la Chaîne France 24, M. Boukadoum a indiqué que "le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait mis l'accent, depuis le début, sur la nécessité de résoudre la problématique de la légitimité des dirigeants en Libye et tenir des élections générales", précisant que "ce sont les mêmes recommandations qui ont sanctionné les travaux des membres du Forum de dialogue politique inter-libyen (tenus en novembre à Genève NDLR), qui ont convenu de la tenue d'élections générales, le 24 décembre 2021".

"En fait, les orientations qu'avait données, depuis bien longtemps, le Président de la République aux parties libyennes, ont été bel et bien adoptées au final", a ajouté M. Boukadoum.

"Une visite des membres de la nouvelle autorité exécutive en Libye est prévue en Algérie", a fait savoir M. Boukadoum, rappelant s'être entretenu "par téléphone avec le Premier ministre de l'Autorité exécutive intérimaire libyenne, Abdelhamid Dbeibah, le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni et le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed El-Menfi, en vue d'une prochaine visite en Algérie".

Pour rappel, les belligérants libyens avaient réussi, début février courant dans le cadre du Forum de dialogue politique tenu à Genève sous les auspices des Nations unies, à choisir une nouvelle Autorité exécutive (Gouvernement) qui se chargera de diriger le pays jusqu'aux prochaines élections.

\*\*\*\*\*

### **Algeria: 'Israel, Morocco waged cyber war against us'**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210217-algeria-israel-morocco-waged-cyber-war-against-us/>

February 17, 2021 | Algerian Minister of Communication and government spokesman, Ammar Belhimer, said a "cyber war led by Israel and Morocco" was being waged against his country. In an interview with the Algerian Echourouk newspaper published on Monday, Belhimer explained what he described as "facts about a cyber war, and what Tel Aviv is waging in terms of military research and development of offensive software and its civilian applications in cyberspace, which

are sold to countries that want to spy on their citizens, and to states that are engaged in conflicts, mainly Morocco."

The minister emphasised that Algeria is working hard to counter this attack, he said, especially by producing high quality national content on media websites and scientific platforms, and securing cyber space to consecrate the state's sovereignty over the field of digitisation.

He stressed the need to advance the necessary mechanisms to protect privacy, by enacting the most severe penalties, regardless of the motives and social status of the offenders.

\*\*\*\*\*

### **Vidéos. Algérie: des milliers de manifestants et des arrestations musclées au cœur de la capitale, Alger**

<http://afrique.le360.ma/algerie/politique/2021/02/22/33628-videos-algerie-des-milliers-de-manifestants-et-des-arrestations-musclees-au-coeur-de-la>

Malgré le quadrillage d'Alger par un impressionnant dispositif de sécurité, des milliers de manifestants ont réussi à se diriger vers le centre-ville, reprenant les slogans du Hirak et demandant le départ du pouvoir. Des arrestations, dans une brutalité inouïe des forces de l'ordre, sont signalées. (..)

### **MAROC :**

[ <https://www.middleeastmonitor.com/> ]

### **Rabat denounces Spain's police brutality against Morocco minors**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210205-rabat-denounces-spains-police-brutality-against-morocco-minors/>

The Moroccan Ministry of Foreign Affairs on Wednesday summoned Spain's ambassador to Rabat to protest the Spanish police aggression against Moroccan minors in an immigration detention centre.

This came after Spanish media published a video last Sunday showing Spanish security officers aggressing Moroccan adolescents in an immigration detention centre in the Spanish Canary Islands. News agencies quoted Moroccan diplomatic sources stating that the Spanish ambassador had been summoned to: "Express Morocco's concerns over these events."

An official of the Moroccan Ministry of Foreign Affairs told Anadolu Agency that the Spanish ambassador was invited to a meeting and was not summoned.

The official, who spoke on condition of anonymity, explained that his country asked the ambassador to undertake disciplinary measures against the officers who brutalised the Moroccan immigrants, noting that "the ambassador has responded positively."

Meanwhile, Mohamed Bin Issa, head of the National Observatory of Human Development (ONDH), told Anadolu Agency: "The summons of the Spanish ambassador by Rabat is a step that confirms that relations between the two countries are going through a very critical period," considering that this new incident reveals only a limited part of the violence inflicted on Moroccan minors in Spanish detention centres.

Bin Issa added: "We are still shocked by the death of the Moroccan child Elias Taheri in a detention centre in the Spanish city of Almeria."

Previously, Moroccan media aired a video sparking a wave of controversy on social media platforms, showing members of the Spanish security forces beating illegal, under-age Moroccan immigrants, unaccompanied by their parents, in an immigration detention centre in the Canary Islands.

The leaked video shows a young man crying and screaming "this is my brother... this is my brother" next to another young man who was lying on the floor in a coma, or perhaps dead.

However, Spanish security personnel continued beating and kicking him.

During this time, local media reported that the police intervened after a minor threatened the director of the detention centre and a number of workers with scissors, after preventing him from leaving. The accident did not lead to any injuries, and the Spanish police decided to open an internal investigation into the circumstances of the incident.

Following the circulation of the video, social media users in Morocco denounced the way the police handled the situation, while recalling similar incidents during which Moroccan immigrants were attacked by Spanish security forces.

Moroccan activist Muhammar Al-Wali commented on the video, stating: "The problem is really serious. The government has to intervene to end abuse against our youth."

A Moroccan activist, who calls herself "Umm Imran", expressed her solidarity with the minors, expressing: "The video is painful to watch, Allah is my suffice, and the best deputy."

Twitter user Radwan denounced the content of the video, demanding: "An investigation into circumstances surrounding the footage of abuse inflicted on the Moroccan minors including the injury caused to some of them."

According to local media reports, Wali Sharafi, head of Horizons Association for Moroccan Migrants in the Canary Islands, condemned the mistreatment of the minors by Spanish police, stressing that as community actors they should take the necessary measures in this regard.

The video reminded Moroccans of the death of Moroccan minor Elias Taheri due to suffocation, after being attacked by security guards in an immigration detention centre for minors in the city of Almeria.

The incident was similar to the murder of George Floyd in the US, prompting the Spanish authorities to launch a thorough investigation into the incident, after the scandal triggered major human rights controversy in the country.

The footage of brutalised Moroccan youth sparked outrage in Morocco and Spain, as the Moroccan website Morocco World News reported that nearly 10,000 people signed a petition calling for the reopening of the case of Taheri's murder, after the Spanish newspaper published the video.

Young Elias Taheri was killed by Spanish police

The news website stated that the petition linked Taheri's murder to racism, adding that the minor's family considered that their son was killed in the same way that George Floyd met his death.

Publico newspaper reported: "What happened to Taheri is similar to the murder of George Floyd in Minneapolis, USA, which triggered the most significant wave of protests in the United States, in decades."

Following the video's emergence, Taheri's family decided to appeal the court's decision regarding their son's case, as they believed that there were enough indications that what happened to Taheri was murder.

Last June, hundreds of Moroccans and Spaniards signed an online petition calling on the authorities in Madrid to reconsider the murder of Taheri, whom the Spanish media called "the Moroccan Floyd".

Taheri, 18, died in an immigration detention centre for minors in the south-eastern Spanish city of Almeria on 1 July 2019, after six Spanish police officers choked the young man in an attempt to pin him to the ground.

Spain has a number of administrative detention centres dedicated to incarcerating migrants, most of which are located on the Mediterranean coast.

\*\*\*\*\*

## **Moroccan union slams education ties with Israel**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210223-moroccan-union-slams-education-ties-with-israel/>

February 23, 2021 | A Moroccan education union yesterday rejected educational and cultural normalisation with Israel following recent announcements by Rabat and Tel Aviv to implement joint exchange programmes.

In a letter to the Education Minister Saaid Amzazi, the National Federation of Education called for an "end to any educational and cultural ties with Israel," warning against the "inclusion of the Jewish heritage in the Moroccan curriculum."

The union described the move as an "attempt to transform the educational system and the entire nation to accept normalisation."

In a call last week Amzazi and his Israeli counterpart, Yoav Galant, agreed to implement joint exchange programmes in the field of education.

Morocco resumed its diplomatic ties with Israel in December, becoming the fourth Arab country to make such a move after the United Arab Emirates, Bahrain, and Sudan.

## **TUNISIE :**

[ <https://www.aa.com.tr> ]

[ <https://www.middleeastmonitor.com/> ]

## **Daesh claims responsibility for deaths of 4 Tunisia soldiers in February**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210220-daesh-claims-responsibility-for-deaths-of-4-tunisia-soldiers-in-february/>

February 20, 2021 - Daesh has claimed responsibility for killing four soldiers in early February during an anti-terrorist operation in central Tunisia. The organisation confirmed that it had killed a shepherd, whom it believed was a "spy", reported SITE Intelligence Group.

The organisation disclosed in an article published in its propaganda magazine Al-Naba on Thursday night: "The caliphate's soldiers targeted with three explosive devices a foot patrol of the Tunisian army that was scouting the way for an army convoy passing near one of the adjacent villages to Al-Maghila Mountain. They also killed an army spy in a separate operation in the Salloum Mountain range."

Al-Naba stated that Daesh fighters detonated the explosive devices when the soldiers passed by a road they were inspecting on foot to look for explosives, on 3 February.

The official spokesperson for the Tunisian Ministry of Defence Mohamed Zakri announced on 3 February: "Four soldiers were killed during a combing operation to track down terrorist elements in the heights of the Maghila Mountain after a traditional landmine exploded, and they were martyred."

Zakri explained that the mission during which the soldiers were killed: "Is part of an anti-terrorism operation that the military forces often carry out in this region."

In a statement published by the Tunisian Presidency on its Facebook page, Prime Minister Hichem Mechichi asserted that the terrorist attack: "Will not deter us from continuing our efforts to fight terrorism and defeat it." Mechichi stressed that: "It reminds us that our priority should always be protecting the homeland from all dangers, and achieving the interests of our people, while putting aside all disputes and altercations."

Daesh also claimed responsibility for killing a shepherd in the Salloum area, affirming: "The soldiers of the caliphate killed a Tunisian army spy named Uqba Al-Dhibi, after luring him."

The terrorist organisation continued: "The spy admitted during interrogation that the army assigned him to ambush the Mujahideen with the help of the army forces, but the Mujahideen realised the plan and managed to withdraw from the area unharmed. They were later able to lure and capture and slaughter the spy."

\*\*\*\*\*

### **Tunisia president accuses PM of violating constitution**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210217-tunisia-president-accuses-pm-of-violating-constitution/>

Tunisian President Kais Saied on Monday accused Prime Minister Hichem Mechichi of "violating the provisions of the constitution" while conducting the last cabinet reshuffle. In a letter the president (..)

### **LYBIA :**

#### **Libya: call for urgent investigation into attempted assassination of minister**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210223-libya-call-for-urgent-investigation-into-attempted-assassination-of-minister/>

February 23, 2021 | The Libyan High Council of State has called for an urgent investigation into the attempted assassination of Interior Minister Fathi Bashagha, Anadolu has reported. The council issued a statement on Sunday evening hours after Bashagha escaped from the attempt to the west of Tripoli.

"Attorney General Ibrahim Masoud should launch a prompt and impartial investigation to hold accountable those who were involved in the shooting at the ministerial convoy," said the council.

"We also call on everyone to exercise restraint, follow legal methods through state institutions in order to handle the situation, and allow the competent authorities to investigate facts about the incident by legitimate means."

The Libyan Ministry of the Interior announced on Sunday that Bashagha had survived an assassination attempt while returning to his home in the Janzur region. "The attackers used an armoured vehicle and fired directly at the convoy of the minister using automatic weapons."

The new Libyan executive authority denounced the incident. In a joint statement, the Presidential Council and the government called on the judicial and police authorities to open a fair and transparent investigation into the circumstances of the incident and prosecute the perpetrators.

-----  
\*\*\*\* AFRIQUE DE L'OUEST \*\*\*\*  
-----

## **CEDEAO :**

### **La CEDEAO se penche sur les adhésions du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie**

<http://afrique.le360.ma/maroc-tunisie-mauritanie/politique/2021/02/23/33640-la-cedeao-se-penche-sur-les-adhesions-du-maroc-de-la-mauritanie-et-de-la>

La demande d'adhésion du Maroc à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) et les statuts d'associés et d'observateurs de la Mauritanie et de la Tunisie ont été discutés par les ministres des pays de la région. La balle est désormais dans le camp des chefs d'Etat." (..)

## **COTE D'IVOIRE :**

### **Covid-19 : La Banque mondiale accorde un prêt de 300 millions de dollars à la Côte d'Ivoire**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/covid-19-la-banque-mondiale-accorde-un-pr%C3%AAt-de-300-millions-de-dollars-%C3%A0-la-c%C3%B4te-d-ivoire/2149066>

- Pour soutenir la riposte à la pandémie et la relance du secteur privé | La Banque mondiale a accordé un prêt d'un montant de 300 millions de dollars à la Côte d'Ivoire pour soutenir la riposte à la COVID-19 et la relance du secteur privé, a annoncé, mercredi, l'institution dans un communiqué. « Cet appui budgétaire va soutenir des réformes visant à promouvoir une reprise économique durable, en plus de renforcer les mesures déjà en place pour soutenir les ménages et les entreprises impactés par la pandémie. Il contribuera également à renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques et des fonds d'urgence COVID-19 », a indiqué la Banque mondiale. « Cette opération soutient également les réformes adoptées par le gouvernement pour stimuler l'investissement et ainsi contribuer à une reprise des activités économiques et à une croissance inclusive et durable », a expliqué dans le communiqué Coralie Gevers, directrice des opérations de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée, et le Togo. A la date du 17 février 2021, la Côte d'Ivoire comptait 31 497 cas confirmés de Coronavirus dont 29 741 personnes guéries, 180 décès et 1 576 cas actifs.

\*\*\*\*\*

### **Côte d'Ivoire: le Premier ministre en France pour raisons de santé**

<http://afrique.le360.ma/cote-divoire/politique/2021/02/19/33580-cote-divoire-le-premier-ministre-en-france-pour-raisons-de-sante-33580>

Le Premier ministre ivoirien Hamed Bakayoko a quitté jeudi Abidjan pour la France par un vol spécial pour raisons de santé, a appris l'AFP de source proche de son entourage.(..)

\*\*\*\*\*

### **La France va former plus de 10.000 enseignants africains en Côte d'Ivoire**

<http://afrique.le360.ma/cote-divoire/culture/2021/02/11/33489-la-france-va-former-plus-de-10000-enseignants-africains-en-cote-divoire-33489>

"La France vient de créer à Abidjan un centre qui doit former en cinq ans plus de 10.000 enseignants de 15 pays d'Afrique subsaharienne francophone, où plus de la moitié des élèves débutent le secondaire sans savoir ni lire ni écrire."

## **MALI :**

### **Mali: élections "dans les délais" et dialogue avec les jihadistes au programme du gouvernement de transition**

<http://afrique.le360.ma/mali/politique/2021/02/19/33594-mali-elections-dans-les-delaix-et-dialogue-avec-les-jihadistes-au-programme-du-gouvernement-de>

Le Premier ministre malien Moctar Ouane a assuré vendredi, en dévoilant son plan d'action que le gouvernement de transition qu'il dirige organiserait bien des élections l'an prochain et a réitéré sa volonté de dialoguer avec les groupes jihadistes malgré les réticences de Paris.

## **TOGO :**

### **Les collectivités territoriales françaises ont injecté plus de 4 milliards FCFA au Togo**

<https://www.togofirst.com/fr/gestion-publique/2302-7357-les-collectivites-territoriales-francaises-ont-injecte-plus-de-4-milliards-fcfa-au-togo>

Gestion Publique - Les collectivités françaises ont appuyé leurs homologues togolaises avec plus de 4 milliards FCFA (4,6 milliards FCFA plus précisément), sur la période(..)

\*\*\*\*\*

### **Togo : L'opérateur Togo Cellulaire écope d'une amende d'un milliard de FCFA pour pratiques tarifaires interdites**

[https://www.alwihdainfo.com/Togo-L-operateur-Togo-Cellulaire-ecope-d-une-amende-d-un-milliard-de-FCFA-pour-pratiques-tarifaires-interdites\\_a100794.html](https://www.alwihdainfo.com/Togo-L-operateur-Togo-Cellulaire-ecope-d-une-amende-d-un-milliard-de-FCFA-pour-pratiques-tarifaires-interdites_a100794.html)

23/02/2021 | AFRIQUE - L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) a infligé une lourde amende d'un montant d'un milliard neuf millions cinq cent soixante-quatre mille trois cent vingt-cinq (1 009 564 325) FCFA à la société Togo Cellulaire, « pour pratiques tarifaires interdites ». (..)

\*\*\*\*\*

### **Togo : le Conseil scientifique invite à redoubler d'effort dans le respect des mesures barrières**

[https://www.alwihdainfo.com/Togo-le-Conseil-scientifique-invite-a-redoubler-d-effort-dans-le-respect-des-mesures-barrieres\\_a100152.html](https://www.alwihdainfo.com/Togo-le-Conseil-scientifique-invite-a-redoubler-d-effort-dans-le-respect-des-mesures-barrieres_a100152.html)

01/02/2021 | AFRIQUE - Le Conseil scientifique Covid-19 était face à la presse le jeudi 28 janvier 2021 à Lomé. Cette première rencontre avec les professionnels des médias vise à tirer la sonnette d'alarme face à la montée inquiétante ces derniers jours des cas de contaminations au Covid-19 sur le territoire...

## **SENEGAL :**

### **Vidéo. Covid-19: le Sénégal commencera sa campagne de vaccination mardi 23 février 2021**

<http://afrique.le360.ma/senegal/societe/2021/02/20/33592-video-covid-19-le-senegal-commencera-sa-campagne-de-vaccination-mardi-23-fevrier-2021-33592>

Au Sénégal, la campagne de vaccination contre le Covid-19 démarrera mardi 23 février 2021. Cinq jours après la réception, mercredi 17 février, un premier lot de 200.000 doses commandées au laboratoire chinois, Sinopharm.(..)

\*\*\*\*\*

### **Banque mondiale: le Sénégalais Makhtar Diop devient le numéro un de la SFI**

<http://afrique.le360.ma/senegal/politique/2021/02/19/33586-banque-mondiale-le-senegalais-makhtar-diop-devient-le-numero-un-de-la-sfi-33586>

Le groupe de la Banque mondiale (BM) a annoncé la nomination de l'ancien ministre sénégalais des Finances Makhtar Diop au poste de directeur général et vice-président de la Société financière internationale (IFC, en anglais), sa filiale chargée du développement du secteur privé. (..)

## **MAURITANIE :**

### **Vidéo. Persistance de l'esclavage en Mauritanie: des abolitionnistes font scission, divergences sur El Ghazouani**

<http://afrique.le360.ma/mauritanie/politique/2021/02/23/33637-video-persistance-de-lesclavage-en-mauritanie-des-abolitionnistes-font-scission-divergences>

L'Initiative de Résurgence du mouvement Abolitionniste (IRA) et son aile politique, le parti Radical pour une Action Globale (RAG) sont en crise. Des membres du RAG ont créé le Mouvement Populaire pour un Sursaut Démocratique (MPSD). Malgré la scission, le dialogue n'est pas rompu. Déclarations (..)

## **BURKINA FASO :**

### **Éducation au Burkina Faso : Les stagiaires de la JICA partagent et valorisent leurs acquis**

<https://www.burkina24.com/2021/02/23/education-au-burkina-faso-les-stagiaires-de-la-jica-partagent-et-valorisent-leurs-acquis/>

23 février 2021 par Willy SAGBE | La troisième édition de l'atelier de capitalisation des acquis du programme de cocréation de connaissances de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), en partenariat avec le ministère en charge de l'éducation nationale, s'est tenue ce mardi 23 février 2021 à Ouagadougou.

Plus de 130 agents du ministère en charge de l'éducation nationale issus de différents ordres d'enseignement ont bénéficié des formations de renforcement de capacités de la part de l'Agence japonaise de coopération internationale durant la période 2011-2019.

Les domaines visés sont entre autres la pédagogie, la gestion et la planification de l'éducation, l'administration des finances, l'encadrement pédagogique et la formulation des politiques éducatives. Adama Tamboura, chargé de mission au ministère de l'éducation nationale, a indiqué que ces formations entrent en droite ligne de la politique de leur département en matière de renforcement des capacités. (..)



## **BENIN :**

### **Sahel : les chefs d'AQMI préparent leur expansion vers la Côte d'Ivoire et le Bénin**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/sahel-les-chefs-daqmi-pr%C3%A9parent-leur-expansion-vers-la-c%C3%B4te-divoire-et-le-b%C3%A9nin/2135153>

-Selon la Direction Générale de la Sécurité Extérieure française (DGSE). | Les chefs d'Al-Qaïda au Sahel seraient en train de préparer leur expansion vers les pays du Golfe de Guinée, notamment la Côte d'Ivoire et le Bénin, a récemment révélé la Direction Générale de la Sécurité Extérieure française (DGSE).

Cette déclaration a été faite par le directeur de la DGSE Bernard Émié lors d'une conférence de presse lundi sur la base aérienne des forces spéciales à Orléans, précise le quotidien français "Le Figaro".

Une vidéo tournée au cœur d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a été présentée et commentée par Émié lors de cette conférence, indique le même média.

«C'est là que les chefs d'Al-Qaïda au Sahel ont conçu leur projet d'expansion vers les pays du Golfe de Guinée», a souligné Bernard Émié.

«Ces pays sont désormais des cibles eux aussi et pour desserrer l'étau dans lequel ils sont pris et pour s'étendre vers le sud, a alerté l'ancien diplomate. Les terroristes financent déjà des hommes qui se disséminent en Côte d'Ivoire ou au Bénin», a-t-il ajouté.

Dans la vidéo, partagée par Europe 1, on distingue un groupe d'hommes, manifestement détendus et souriants, assis en cercle sous une tente, note Le Figaro

«Elle a été filmée par un individu évoluant au plus près des terroristes», précise Bernard Émié sans qu'on sache si son auteur est un agent de la DGSE ou non. «Obtenir des renseignements de cette nature c'est le cœur de métier de la DGSE», a précisé le directeur de la DGSE.

«L'objet de cette réunion était la préparation d'opérations de grande ampleur sur des bases militaires», a affirmé Bernard Émié sans fournir plus de détails.

Sur la vidéo, le directeur de la sécurité extérieure identifie les trois principaux personnages:

Abdelmalek Droukdel, ancien émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ; Iyad ag-Ghali, émir du Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM, ou JNIM en arabe), le Touareg qui opère au nord du Mali ; et Amadou Kouffa, un Peul émir de la Katiba Macina, un groupe très présent dans le centre du Mali.

Aujourd'hui, parmi ces trois chefs, seuls Iyad ag-Ghali et Amadou Kouffa sont encore vivants.

Abdelmalek Droukdel a été tué lors d'une opération des forces spéciales françaises le 3 juin dernier au Mali. Cet algérien, ancien du Groupe Islamiste Armée, responsable entre autres des attentats de Saint-Michel à Paris en 1995, était considéré comme l'ennemi numéro 1 de la France. Iyad ag-Ghali et Amadou Kouffa sont toujours vivants, probablement au Mali où ils continuent leur insurrection, rap^pelle enfin le média français.

## **NIGERIA :**

### **Nigeria: libération de 53 otages kidnappés dans un bus**

<http://afrique.le360.ma/autres-pays/politique/2021/02/22/33622-nigeria-liberation-de-53-otages-kidnappes-dans-un-bus-33622>

Un groupe de 53 otages - dont 20 femmes et 9 enfants - récemment kidnappés dans le centre du Nigeria ont été libérés dimanche par leur ravisseurs, tandis qu'on restait sans nouvelles des 42 personnes enlevées mercredi dernier dans un lycée de Kagara, dans la même région (..).

\*\*\*\*\*

### **Nigeria: sept morts dans le crash d'un avion militaire**

<http://afrique.le360.ma/autres-pays/societe/2021/02/22/33620-nigeria-sept-morts-dans-le-crash-dun-avion-militaire-33620>

Sept personnes qui se trouvaient à bord d'un avion militaire ont été tuées dimanche dans le crash de leur appareil près de la capitale du Nigeria, Abuja, a annoncé un porte-parole de l'armée de l'air (..)

### **NIGER :**

### **Niger : Mohamed Bazoum remporte la présidentielle**

[https://www.alwihdainfo.com/Niger-Mohamed-Bazoum-remporte-la-presidentielle\\_a100815.html](https://www.alwihdainfo.com/Niger-Mohamed-Bazoum-remporte-la-presidentielle_a100815.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 23 Février 2021 - La commission électorale du Niger a annoncé mardi la victoire du candidat Mohamed Bazoum à l'issue du second tour de l'élection présidentielle. Il remporte 55,75% des suffrages exprimés, face à Mahamane Ousmane.

Mohamed Bazoum succèdera à Mouhamadou Issoufou, le président sortant. Au premier tour, il avait obtenu 39,30% des voix.

"Je remercie vivement le peuple du Niger pour la confiance qu'il vient de me témoigner en m'élisant Président de la République. Je lui serai un loyal serviteur pour affronter tous les problèmes auxquels notre pays est confronté", a-t-il réagi sur les réseaux sociaux.

7,4 millions de nigériens étaient inscrits sur les listes électorales pour ce scrutin.

Âgé de 61 ans, Mohamed Bazoum a notamment occupé le poste de ministre d'État, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses du 12 avril 2016 au 29 juin 2020.

### **Mohamed Bazoum, premier arabe élu président du Niger**

<http://afrique.le360.ma/autres-pays/politique/2021/02/23/33644-mohamed-bazoum-premier-arabe-elu-president-du-niger-33644>

Le candidat du pouvoir à la présidentielle au Niger, Mohamed Bazoum, l'a emporté avec près de 56% des voix face à son adversaire Mahamane Ousmane, une victoire qualifiée de hold-up électoral par l'opposition."

\*\*\*\*\*

### **Présidentielle au Niger: sept membres locaux de la Commission électorale tués dans l'explosion de leur véhicule**

<http://afrique.le360.ma/autres-pays/societe/2021/02/21/33616-presidentielle-au-niger-sept-membres-locaux-de-la-commission-electorale-tues-dans-lexplosion>

Sept membres locaux de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) ont été tués dimanche dans l'explosion de leur véhicule qui a roulé sur une mine dans la région de Tillabéri (ouest) proche du Mali, a annoncé à l'AFP le gouverneur de cette région (..)

## **GHANA :**

### **Akufo-Addo-Bagbin ‘tussle’ imminent over Council of State appointees**

<https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Akufo-Addo-Bagbin-tussle-imminent-over-Council-of-State-appointees-1187584>

President Nana Addo Dankwa Akufo-Addo has admitted that a consensus needs to be reached between the executive and the legislature over the inevitable increase in the number of appointments he has to make to the Council of State.

The 8th Council of State, inaugurated on Tuesday, February 23, is by far the largest in terms of membership in the Fourth Republic.

From 25, membership is now 31 as per Act 1037.

At the Council’s maiden meeting immediately held after the inauguration, Juaben Omanhene Nana Otuo Siriboe II was elected Chairman.

It will be his second straight election to the role.

Lauding the effort and good counsel received in his first term, President Akufo-Addo said the creation of six new regions makes it incumbent for the amendment of the constitution to grant him authority to appoint 17 instead of 11 members.

“It is worth recalling that as a result of the creation of six new regions during my first term of office, membership of the Council has increased from 25 to 31 with six new elected regional representatives,” he said.

“The possibility exists that this number may be further expanded but there ought to be an amendment of the constitution which will allow the President to appoint 17 as against 11 members of the Council in order to maintain in the new regional governance structure, the equilibrium of the Council as originally provided by the office of the Constitution.”

He stated, however, that: “This development will be the subject of deliberation between the executive and the legislature.”

The President was, however, grateful to the erstwhile Council for their service.

“After 28 years of the Fourth Republic, I think it is fair to say that one of the most successful Councils of State we have had has been the one that worked with me in my first term of office. We saw an intellectually vibrant Council, an active one that took its responsibility seriously.”

Nana Otuo Siriboe II also expressed gratitude to President Akufo-Addo for maintaining most of his appointees.

“Not only does this promote continuity in the work of the Council, but also allows these retained members to share their experiences with their new colleagues to enable them contribute meaningfully to the work of the 8th Council of State.”

The members of the 8th Council are Sam Okudzeto, former Chief Justice Georgina Wood, Stanley Nii Adjiri Blankson, Tongraan Kugbilsong Nanlebegtang, Lt. Gen. J. B. Danqugh (Rtd CDS), President of National House of Chiefs Ogyeahohoo Yaw Gyebi II and former Inspector General of Police Ambassador Nana Owusu-Nsiah.

The others are Professor Margaret Ivy Amoakohene, Paa Kofi Ansong, Alhaji Sulemana Yirimea, Mrs. Georgina Adepa Konadu Kusi, Kuoro Richard Babini Kanton VI, Alhaji Aminu Amadu, Mrs Alberta Cudjoe, Professor Ato Essuman, Archbishop Justice Ofei Akrofi, Nana Owusu Achiaw Brempong, Francis Albert Seth Nyonyo, Kodwo Agyenim-Boateng, Eunice Jacqueline Buah Asoman-Hinneh and E. T. Mensah.

The rest are Mahamoud Taniru Zunglana, Azumah Namoro Sanda, Yaw Basoa, Daniel Anlieu-Mwine Bagah, Adam Zakaria, Richard Kings Atikpo, Katakyei Kwasi Bumagama, Odeefuo Afankwa III (Emmanuel Baidoo) and Oseadeeyo Akumfi Ameyaw IV.

\*\*\*\*\*

### **Election petition: Mahama files closing address**

<https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Election-petition-Mahama-files-closing-address-1187671>

Lawyers of former President John Mahama have filed their closing addresses in the election petition as was ordered by the Supreme Court on Monday.

This means the way is cleared for the Supreme Court to decide on the Petition on March 4, 2021. The closing addresses are the summary of all that have transpired in the course of the hearing and what each of the parties wanted as per their case before the court.

The Respondents, Electoral Commission and Nana Addo Dankwa Akufo-Addo filed theirs on February 17, 2021.

Review motion dismissed

The Supreme Court on Monday dismissed former President John Mahama's review application to reopen his case in the ongoing election petition trial.

The unanimous decision of the nine-member panel chaired by Justice Kwasi Anin Yebaoh held that the application is without merit.

This is the third review application from the Petitioner that has been dismissed.

Other members of the panel are Justice Yaw Appau, Justice Samuel Marful-Sau, Justice Nene Amegartcher, Justice Prof Nii Ashie Kotey, Justice Mariama Owusu, Justice Gertrude Torkornoo, Justice Amadu Tanko and Justice Henrietta Mensah Bonsu.

### **GAMBIA :**

#### **Defense committee meets security institutions in NBR**

<https://thepoint.gm/africa/gambia/national-news/defense-committee-meets-security-institutions-in-nbr>

Feb 22, 2021, 10:57 AM | Article By: Adama Tine on tour - The National Assembly Standing Committee on Defense and Security led by Hon. Momodou L.K. Sanneh, deputy speaker of the National Assembly who also doubles as the chair of the committee embarked on a Fact Finding Mission to Security Agencies and Units in North Bank Region (NBR) to Upper River Region (URR).

The committee on Tuesday met Bara Police Force and Fire and Rescue Service, Njongon Military Camp and Kerewan Police Station officials in North Bank Region.

The committee is mandated by the 1997 constitution under section (109) to embark on a nationwide tour to meet security institutions, interact with them and gather first-hand information on their activities, achievements and problems.

Assistant Commissioner Dembo Trawally at Barra Fire and Rescue Service Division said they serve as a multi-purpose center that accommodates Gambia Police Force, Gambia Immigration Department and Drug Law Enforcement Agency, The Gambia therefore making the center very congested.

He stated that their main challenges are mobility and accommodation which he described as fundamental for security institutions to work effectively.

“Sometimes we cannot go out on our normal patrol duties because the vehicle available to us is not good. We find it difficult to respond when the need arises”, said Trawally.

Omar Joof, Station Officer Barra Fire and Rescue Service said they have only one toilet that is not fit for human use.

Officer Joof added that the station’s building is old with cracks all over the walls. He said they also lack furniture which makes their work difficult.

“Our firefighting truck is old. We do not always have enough fuel to operate effectively. The only available truck covers only from Bara to Kerewan which is a huge area”, he explained.

He therefore appealed to government through the committee to provide them a proper station and mobility to ensure effective service delivery.

At Njongon Military Post, Warrant Officer Class One and Commanding Officer of the military post, Mankamang Kujabi told the committee that electricity is their biggest problem as they depend on a rented generator from the community.

“The structures here are not adequate for us as we live in dormitories”. He thanked the post’s previous commanders who demarcated the buildings in order to create some privacy within houses. We are soldiers but we are human beings as well, thus, we need at least a decent living which is not the case here in Njongon” he stated.

## **GUINEE :**

### **Retour d'Ebola en Guinée - déjà quatre morts**

<http://afrique.le360.ma/guinee/politique/2021/02/14/33522-retour-debola-en-guinee-deja-quatre-morts-33522>

Quatre personnes sont décédées de la fièvre hémorragique Ebola en Guinée, première résurgence signalée de la maladie en Afrique de l'Ouest, d'où était partie la pire épidémie de l'histoire du virus (2013-2016).

-----  
\*\*\*\* AFRIQUE CENTRAL \*\*\*\*  
-----

## **CEMAC :**

### **CEMAC : Le Budget 2021 adopté par le Conseil des Ministres de l'UEAC**

[https://www.alwihdainfo.com/CEMAC-Le-Budget-2021-adopte-par-le-Conseil-des-Ministres-de-l-UEAC\\_a100038.html](https://www.alwihdainfo.com/CEMAC-Le-Budget-2021-adopte-par-le-Conseil-des-Ministres-de-l-UEAC_a100038.html)

27/01/2021 | AFRIQUE - C'était au cours des travaux de la 36eme session ordinaire du conseil des ministres de l'Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC), tenue le 27 janvier 2021 à Yaoundé, au Cameroun. C'est sous le signe de la « prudence » tel que l'a dit le président de la commission de la CEMAC, Daniel Ona...

## **TCHAD :**

### **G5 Sahel : les enjeux du sommet de N'Djamena**

[https://www.alwihdainfo.com/G5-Sahel-les-enjeux-du-sommet-de-N-Djamena\\_a100569.html](https://www.alwihdainfo.com/G5-Sahel-les-enjeux-du-sommet-de-N-Djamena_a100569.html)

15/02/2021 | AFRIQUE - Les dirigeants du Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Niger sont à N'Djamena pour prendre part au sommet du G5 Sahel. Les chefs d'Etat des cinq pays du G5 Sahel et leurs partenaires se retrouvent ce lundi à N'Djaména au Tchad pour le 7ème sommet ordinaire de l'organisation créée en 2014. Cette...

\*\*\*\*\*

### **N'Djamena : Réunion de prise de contact entre le président du G5 Sahel et le staff**

[https://www.alwihdainfo.com/N-Djamena-Reunion-de-prise-de-contact-entre-le-president-du-G5-Sahel-et-le-staff\\_a100658.html](https://www.alwihdainfo.com/N-Djamena-Reunion-de-prise-de-contact-entre-le-president-du-G5-Sahel-et-le-staff_a100658.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 18 Février 2021 - Le président en exercice du G5 Sahel, Idriss Deby, a présidé le 17 février dernier, une réunion de prise de contact avec le staff dirigeant du G5 Sahel et de la Coalition Sahel, conduit par le secrétaire permanent du G5 Sahel, Mamame Sambo Sidikou.

A cette occasion, Idriss Deby a détaillé sa feuille de route qui guidera son mandat durant un an. Le nouveau représentant de la Coalition pour le Sahel, le Dr Djimé Adoum et le commandant de la force du G5 Sahel, le général Oumarou Namata Gazama, ont également pris part à la réunion. Un bataillon de 1200 soldats tchadiens est en route vers le fuseau centre, communément appelé zone des trois frontières. Le président en exercice du G5 Sahel a par ailleurs instruit également ses proches collaborateurs dans ce sens. Les instructions du nouveau président en exercice du G5 Sahel sont claires, selon le secrétaire permanent du G5 Sahel, Mamame Sambo Sidikou.

\*\*\*\*\*

### **Tchad : Idriss Deby constitue une équipe de campagne de 37 personnalités**

[https://www.alwihdainfo.com/Tchad-Idriss-Deby-constitue-une-equipe-de-campagne-de-37-personnalites\\_a100817.html](https://www.alwihdainfo.com/Tchad-Idriss-Deby-constitue-une-equipe-de-campagne-de-37-personnalites_a100817.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 23 Février 2021 - Le candidat de l'Alliance, Idriss Deby, a désigné ce mardi 23 février, 37 personnalités, membres de sa direction nationale de campagne pour l'élection présidentielle d'avril 2021. (..)

## **CENTRAFRIQUE :**

**Centrafrique : civils blessés et centre médical touché lors de violents affrontements à Bambari**  
[https://www.alwihdainfo.com/Centrafrique-civils-blesses-et-centre-medical-touche-lors-de-violents-affrontements-a-Bambari\\_a100775.html](https://www.alwihdainfo.com/Centrafrique-civils-blesses-et-centre-medical-touche-lors-de-violents-affrontements-a-Bambari_a100775.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 22 Février 2021 - De violents affrontements dans la ville de Bambari les 15 et 16 février ont blessé des civils et touché un centre médical soutenu par Médecins Sans Frontières (MSF) avec des balles et des explosifs, compromettant ainsi davantage l'accès déjà très précaire de la population aux soins de santé.

L'équipe chirurgicale de MSF et ses collègues du Ministère de la Santé ont traité un total de 36 blessés de guerre à l'hôpital régional de Bambari. La majorité des blessés sont arrivés mardi, dès que les combats se sont calmés, permettant ainsi aux ambulances et aux patients d'accéder à l'hôpital. Parmi les blessés se trouvaient huit femmes et neuf mineurs âgés entre 17 mois et 17 ans. "La crise humanitaire actuelle à Bambari et dans tout le pays est terrible et la violence qui touche les civils doit cesser. La population centrafricaine a déjà beaucoup souffert et ce que nous avons vu la semaine dernière est un nouvel exemple du lourd tribut de la violence sur la population, y compris les femmes et les enfants blessés par des balles et des éclats d'obus", déclare Marcella Kraay, cheffe de mission adjointe de MSF. "Les tensions et les combats constants ont un impact profond sur une population déjà vulnérable et traumatisée, durement touchée par des années de guerre civile, une crise médicale chronique, et donc un accès extrêmement limité aux soins de santé".

Le Centre de Santé Elevage à Bambari, où MSF, en appui au Ministère de la Santé, assure des soins de santé primaires à une communauté d'environ mille personnes, a été gravement endommagé par les combats. L'équipe de MSF qui a inspecté les lieux après la fin des violences a découvert qu'une explosion et des coups de feu avaient endommagé la tente médicale de MSF, y compris les salles de consultation des patients. Des douilles de balles étaient éparpillées sur le sol dans tout le complexe médical. Comme les combats se rapprochaient de plus en plus de la clinique, leur a-t-on dit, l'équipe médicale présente pendant les affrontements a fui les lieux.

Un centre médical est un espace neutre protégé par le Droit International Humanitaire (DIH) et ne doit jamais être ciblé ou utilisé pour les combats ou à des fins militaires. Marcella Kraay : "En cette période de crise, nous demandons à toutes les parties au conflit de respecter à tout moment les structures médicales, les ambulances, le personnel médical, ainsi que les patients et leurs accompagnants. Un accès sans entrave et durable à la population civile touchée par la violence doit être garanti afin de pouvoir assurer la provision de soins médicaux dont elle a tant besoin".

Au cours des deux derniers mois, des combats ont éclaté entre une coalition de groupes armés non étatiques et les forces gouvernementales soutenues par des alliés militaires internationaux, plongeant le pays dans un nouveau cycle de violence. La ville de Bambari, dans la préfecture de Ouaka, est le théâtre d'affrontements depuis la mi-décembre. À ce jour, MSF a traité 111 blessés de guerre à Bambari depuis décembre 2020. L'impact des combats sur le Centre de Santé Elevage aggrave encore la souffrance des populations, limitant leur accès aux soins pendant une semaine entière, jusqu'à ce que les dégâts aient été réparés et que les activités médicales aient repris.

Au-delà des victimes directes de cette violence, la population de la République centrafricaine en général n'a qu'un accès très limité aux services médicaux essentiels en raison de la violence et de l'insécurité croissante. Plus de 200 000 personnes ont déjà été déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur du pays et vivent dans des conditions très précaires.

MSF s'efforce d'assurer la continuité des soins dans tous ses projets et a augmenté sa capacité chirurgicale pour répondre à l'afflux de blessés et apporte une assistance aux populations déplacées dans les zones où l'organisation est présente. Les équipes de MSF sont prêtes à aider le Ministère de la Santé à faire face à un éventuel afflux de blessés de guerre et à aider les populations déplacées dans tout le pays.

\*\*\*\*\*

### **Centrafrique : plusieurs ministres et hauts fonctionnaires révoqués par le chef de l'État**

[https://www.alwihdainfo.com/Centrafrique-plusieurs-ministres-et-hauts-fonctionnaires-revoques-par-le-chef-de-l-Etat\\_a100768.html](https://www.alwihdainfo.com/Centrafrique-plusieurs-ministres-et-hauts-fonctionnaires-revoques-par-le-chef-de-l-Etat_a100768.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 22 Février 2021 - Le président centrafricain Pr. Faustin Archange Touadera a signé le 19 février plusieurs décrets mettant fin aux fonctions de membres du gouvernement et de personnalités ayant des responsabilités à la Présidence de la République.

Un premier décret cite Mahamat Yaïb Yacoub, ministre du Commerce et de l'Industrie ; Maouloud Moussa Terra, ministre des Petites et Moyennes entreprises, de l'Artisanat et du Secteur informel ; Dieudonné Ndomate, ministre des Arts, de la Culture et du Tourisme, et Chancel Sekode Ndeugbayi, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et des Centrafricains de l'étranger, chargé de la Francophonie et du Protocole d'État.

Un deuxième décret mentionne Mahamat Ibrahim, ministre conseiller spécial ; Jean De Dieu Ngaissona, ministre conseiller en charge des Finances et du Budget ; et Dianga Cyrano Ibrahim, conseiller en charge des relations avec le monde arabe.

Un troisième décret cite Armel Mingatoloum Sayo, ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public ; Baba Mamazoda Talla, ministre délégué auprès du ministre de l'administration du territoire et de la Décentralisation, chargé du développement local.

Aux termes d'un quatrième décret, trois personnalités quittent leurs fonctions : Aboukassim Algoni Tidjani Anour, ministre conseiller spécial ; Idriss Adamou, ministre conseiller en matière d'élevage ; Mamadou Ousmane Tanga, chargé de mission en matière Hydraulique et des Énergies renouvelables.

### **GABON :**

#### **Gabon : L'Union européenne accorde 17 milliards de FCFA pour la promotion de la pêche**

[https://www.alwihdainfo.com/Gabon-L-Union-europeenne-accorde-17-milliards-de-FCFA-pour-la-promotion-de-la-peche\\_a100480.html](https://www.alwihdainfo.com/Gabon-L-Union-europeenne-accorde-17-milliards-de-FCFA-pour-la-promotion-de-la-peche_a100480.html)

Le Gabon et l'Union européenne (UE) ont abouti à la signature d'accord sur le développement et la transformation de la pêche au Gabon. D'une valeur de 17 milliards de FCFA, il a été signé le 10 février dernier à Libreville par le ministre gabonais de l'Agriculture, Biendi Maganga Moussavou (..)

### **CAMEROUN :**

#### **Cameroun : Le président Paul Biya reçoit deux émissaires équato-guinéen et tchadien**

[https://www.alwihdainfo.com/Cameroun-Le-president-Paul-Biya-recoit-deux-emissaires-equato-guineen-et-tchadien\\_a100688.html](https://www.alwihdainfo.com/Cameroun-Le-president-Paul-Biya-recoit-deux-emissaires-equato-guineen-et-tchadien_a100688.html)

Alwihda Info | Par Abraham Ndjana Modo - 19 Février 2021 - L'action rentre dans le cadre des concertations permanentes du président camerounais, avec ses homologues de la Cemac, par



émisaires interposés. Après le passage le 10 février dernier au Palais de l'Unité de Yaoundé, de la ministre des Affaires étrangères et des Centrafricains de l'Étranger, Mme Sylvie Baipo Temon, envoyée spéciale du président centrafricain, Faustin-Archange Touadera, le tour est revenu aux émisaires équato-guinéen et tchadien d'être reçus par le président de la République du Cameroun. En effet, Paul Biya a reçu tour à tour en audience ce 18 février 2021, Baltasar Engonga Edjo, ministre d'État de la présidence du gouvernement de Guinée Equatoriale, chargé de l'Intégration régionale, et Ahmad Abakar Adjid, ministre tchadien des Infrastructures et des Transports, porteurs respectivement des messages du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo et du Maréchal du Tchad, Idriss Deby Itno.

Les entretiens entre le dirigeant camerounais et ses émisaires ont globalement porté sur des questions bilatérales et communautaires. En tant que président en exercice de la Communauté Economique et Monétaire des États de l'Afrique Centrale (CEMAC), le président Paul Biya est régulièrement consulté par ses pairs. Ce d'autant plus que le contexte sanitaire actuel ne permet pas des rencontres au sommet. D'autres sujets de discussions ont porté par ailleurs sur les questions d'ordre sanitaire, économique et sécuritaire, à en croire l'émissaire du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

Pour sa part, au terme de l'audience avec le président de la République du Cameroun, le ministre tchadien Ahmed Abakar Adjid a déclaré à la presse qu'il était porteur d'un message ayant trait aux « relations de fraternité et de développement » entre les deux pays, avec en prime, la lutte contre le terrorisme, dans laquelle le Cameroun et le Tchad sont fortement engagés depuis une décennie.

\*\*\*\*\*

### **Cameroun : La Fondation Dassault Systèmes va transformer l'innovation et l'éducation** [https://www.alwihdainfo.com/Cameroun-La-Fondation-Dassault-Systemes-va-transformer-l-innovation-et-l-education\\_a100802.html](https://www.alwihdainfo.com/Cameroun-La-Fondation-Dassault-Systemes-va-transformer-l-innovation-et-l-education_a100802.html)

Alwihda Info | Par Bussiness Wire - 23 Février 2021 | Des experts bénévoles de Dassault Systèmes vont partager leur maîtrise des technologies numériques pour former une nouvelle génération d'ingénieurs africains. Dans sa vocation de soutenir la transformation de l'éducation et de la recherche grâce aux technologies 3D et des univers virtuels, la Fondation Dassault Systèmes annonce apporter son soutien à l'association à but non lucratif Digital Transformation Alliance (DTA) dans le but de créer InnoTechLab, le premier centre d'innovation dédié à l'éducation aux technologies au service de l'industrialisation au Cameroun. L'objectif du centre InnoTechLab est de contribuer à la transformation inclusive et durable de la société africaine par le biais d'une révolution industrielle, technologique et numérique. Cet objectif peut être atteint en favorisant l'accès, la compréhension et l'expérimentation des technologies numériques en 3D auprès des jeunes étudiants, du corps enseignant, des chercheurs et de leur écosystème.

La Fondation Dassault Systèmes a accompagné les responsables de DTA dans la définition du projet et sa mise en œuvre. Par ailleurs, outre une aide financière, le projet bénéficie de l'accompagnement de collaborateurs de Dassault Systèmes. Les investisseurs et les innovateurs s'intéressent fortement à la santé connectée, l'urbanisme, la mobilité et l'agriculture intelligente en raison du potentiel de ces disciplines pour lancer une révolution industrielle en Afrique. Toutefois, pour que cette révolution soit possible, le continent doit pouvoir accéder aux technologies 3D et disposer d'enseignants formés à ces technologies afin de préparer les forces vives de demain dont l'Afrique aura besoin.

Par l'intermédiaire de quatre pôles, le centre d'excellence InnoTechLab concentrera ses activités sur la formation, le développement, l'incubation et l'accélération du savoir-faire et de l'ingénierie numériques en réponse aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

Depuis son lancement en octobre 2020, InnoTechLab a organisé des séminaires consacrés aux outils d'apprentissage innovants à l'attention de 60 enseignants de l'Institut africain d'informatique et de l'Université protestante d'Afrique centrale (UPAC), et accueilli le Challenge de l'agriculture numérique lors de l'événement « Digital Transformation Experience & Exhibition (DITREX)-Africa ». En 2021, InnoTechLab prévoit de lancer des programmes de formation à l'attention des étudiants, d'étendre sa capacité, ses compétences et ses partenariats avec des organisations industrielles et universitaires, ainsi que d'incuber les deux groupes lauréats du Challenge.

## **CONGO BRAZZA :**

### **Congo-Brazzaville: début des travaux de la Raffinerie atlantique pétrochimie**

<https://energies-media.com/congo-b-debut-travaux-raffinerie-atlantique-petrochimie/>

Le lancement des travaux a eu lieu dimanche 21 février. La raffinerie aura la capacité de traiter 2,5 millions de tonnes de pétrole brut par an

Les travaux de construction d'une nouvelle raffinerie du brut congolais d'une capacité de 2,5 millions de tonnes par an, financés par une firme chinoise, ont été lancés dimanche 21 février à Fouta, près de Pointe-Noire (sud), la capitale économique du Congo, a constaté un journaliste de l'AFP.

Dénommée Raffinerie atlantique pétrochimie, cette unité sera construite sur 240 hectares et doit officiellement offrir plus de 5 000 emplois directs et indirects.

Elle vise à diversifier et consolider le tissu industriel du pays qui dépend essentiellement du pétrole, sa première source d'exportation.

Le projet est structuré par une convention d'investissement conclue en 2020 entre le gouvernement congolais et le Groupe Beijing fortune Dingheng investment Co Ltd.

Le montant du contrat est de 600 millions de dollars (300 milliards de FCFA), selon une source parlementaire contactée par l'AFP, mais qui n'a pas souhaité communiquer sur la contrepartie.

« La raffinerie produira de l'essence automobile et d'aviation, du gaz de pétrole liquéfié, du gazole, des lubrifiants, du bitume, du pétrole lampant et d'autres produits (...) », a expliqué le ministre des Hydrocarbures, Jean-Marc Thystère Tchicaya, au cours d'une cérémonie présidée par le chef de l'État congolais Denis Sassou Nguesso.

« La nouvelle raffinerie est donc un maillon important de la diversification de l'économie dans le secteur des hydrocarbures », a-t-il ajouté.

« C'est une raffinerie modulable avec une capacité de traitement nominale de 2,5 millions de tonnes par an. Cette capacité pourrait être augmentée en cas de besoin », a indiqué Li Yonghong, président de l'entreprise chinoise.

La première raffinerie du Congo, la Congolaise de raffinage (Coraf), opérationnelle depuis 1982, a une capacité de 1 million de tonnes par an, mais officiellement elle ne traite que 600 000 tonnes annuellement alors que les besoins du pays sont estimés à 1,2 million de tonnes.

\*\*\*\*\*

### **Présidentielle 2021 : la Cour constitutionnelle a validé sept candidatures sur huit présentées par la DGAE**

<https://lesechos-congobrazza.com/politique/7693-presidentielle-2021-la-cour-constitutionnelle-a-valide-sept-candidatures-sur-huit-presentees-par-la-dgae>

La Cour constitutionnelle a validé sept candidatures sur huit présentées par la direction générale des affaires électorales (DGAE), au cours de son audience publique organisée le 17 février 2021 à Brazzaville, sous la présidence d'Auguste Iloki.

Il s'agit des dossiers de : Denis Sassou N'Guesso, Guy Brice Parfait Kolelas, Mathias Dzon, Albert Oniangué, Joseph Kignoumbi Kia-Mbougou, Dave Uphrem Mafoula et Nganguia-Engambé Anguios.

Seule la candidature de Michel Mboussi Ngouari a été invalidée par la Cour constitutionnelle parce que deux pièces manquaient au dossier, notamment le certificat médical et la déclaration de moralité fiscale.

Les membres de la cour ont constaté également l'incohérence entre la signature apposée au bas de sa déclaration de candidature et le spécimen de celle-ci produit au dossier. Germaine MAPANGA / Les Echos du Congo-Brazzaville <https://lesechos-congobrazza.com>

-----  
\*\*\*\*\* GLOBALISATION \*\*\*\*\*  
-----

## **UNION AFRICAINE :**

[ <https://au.int/> ]

### **AU ready to help Sudan, Ethiopia resolve border tiff: envoy**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/au-envoy-sudan-3297558>

By MAWAHIB ABDALLATIF - The African Union (AU) has reiterated its willingness to provide any support needed by Sudan during its transition period even as it called for continued peace, given the Sudan-Ethiopia border tension.

“The African Union has been keeping pace with developments in Sudan since April 2019 and has done its best to ensure that the transitional authorities are effective, consistent and motivated by the will of the Sudanese people,” AU mediator Mohamed el Hacen Lebatt said in Khartoum on Thursday.

He affirmed the African Union’s keenness on the principle of peaceful African solutions to African challenges.

The AU envoy arrived in Khartoum on Thursday and met Sudanese government officials regarding the Fashaqa area and the border tension between Sudan and Ethiopia.

He held talks with Sovereign Council Chairman Abdel Fattah al-Burhan, First Vice President of the Sovereign Council Mohammed Hamdan Daglou and Prime Minister Abdalla Hamdok.

Prof Lebatt led negotiations between the internal Sudanese parties, following the ouster of Omar al-Bashir in 2019.

\*\*\*\*\*

### **Union Africaine : Adoption du projet « Décennie des racines africaines et des diasporas » initié par le Togo**

[https://www.alwihdainfo.com/Union-Africaine-Adoption-du-projet-Decennie-des-racines-africaines-et-des-diasporas-initie-par-le-Togo\\_a100387.html](https://www.alwihdainfo.com/Union-Africaine-Adoption-du-projet-Decennie-des-racines-africaines-et-des-diasporas-initie-par-le-Togo_a100387.html)

09/02/2021 | AFRIQUE - L’initiative togolaise a été adoptée le 7 février 2021 par la Conférence des chefs d’Etat et de gouvernements de l’Union africaine (UA), lors de son 34ème sommet.

Dirigés par le nouveau président en exercice de l’UA, le Congolais Félix Tshisekedi, les travaux ont été suivis depuis Lomé (..)

## **CHINA :**

[ <https://macauhub.com.mo> ]

[ <http://french.peopledaily.com.cn> ]

### **Trade between China, Portuguese-speaking Countries nearly US\$145.19 bln in 2020**

<https://macauhub.com.mo/2021/02/22/20210222002/>

22 February 2021 | Trade in merchandise between China and Portuguese-speaking Countries reached US\$145.185 billion in the period from January to December 2020. It represented a 2.98 percent decrease year-on-year, according to data from China Customs.

Portuguese-speaking Countries sold goods worth US\$101.949 billion to China in 2020, down by 3.43 percent year-on-year. The value of China's merchandise exports to those countries reached US\$43.236 billion in the same period, a decrease of 1.88 percent year-on-year, according to Chinese official data.

The total value of merchandise traded in December between the parties topped US\$12.864 billion, down by 4.0 percent from the previous month.

The value of China's merchandise imports from Portuguese-speaking Countries reached US\$7.993 billion, down by 5.68 percent month-to-month, according to Chinese official data. China sold goods to those countries worth US\$4.871 billion in December, a decrease of 1.11 percent compared with November.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinapl.org.mo/trade-between-china-portuguese-speaking-countries-nearly-us145-19-bln-in-2020/>

## **RUSSIA :**

**India-Russia ties strong enough to navigate world's complexities — Foreign Secretary Shringla**

<https://theprint.in/diplomacy/india-russia-ties-strong-enough-to-navigate-worlds-complexities-foreign-secretary-shringla/608192/>

PTI - 19 February, 2021 | Shringla's remarks came during an interview in which he was asked whether India would bow to the US pressure and give up the S-400 air defence missile systems deal with Russia.

\*\*\*\*\*

**RCA : La Russie réaffirme son engagement militaire aux côtés de l'armée**

[https://www.alwihdainfo.com/RCA-La-Russie-reaffirme-son-engagement-militaire-aux-cotes-de-l-armee\\_a100638.html](https://www.alwihdainfo.com/RCA-La-Russie-reaffirme-son-engagement-militaire-aux-cotes-de-l-armee_a100638.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 17 Février 2021 - Le pays du président Poutine est favorable à une concertation avec l'opposition démocratique et les forces vives de la nation, et s'oppose à la tenue d'un dialogue avec l'ancien président François Bozize et les groupes armés de la CPC.

## **INDIA :**

**India-Maldives ties poised to take quantum jump, scaling new heights — S. Jaishankar**

<https://theprint.in/diplomacy/india-maldives-ties-poised-to-take-quantum-jump-scaling-new-heights-s-jaishankar/608876/>

External Affairs Minister S. Jaishankar Saturday held talks with his Maldivian counterpart Abdulla Shahid and handed over 100,000 additional doses of Covid-19 vaccine. | Male: India's time-tested relationship with the Maldives is poised to take a quantum jump, External Affairs Minister S Jaishankar said on Saturday as he held talks with his Maldivian counterpart Abdulla Shahid and

discussed the entire gamut of bilateral cooperation and handed over 100,000 additional doses of Covid-19 vaccine to the country. The two ministers discussed Covid-19 recovery, various projects being undertaken under Indian assistance, and cooperation in multilateral platforms.

\*\*\*\*\*

### **China backs India hosting 2021 BRICS summit, says will help strengthen communication**

<https://theprint.in/diplomacy/china-backs-india-hosting-2021-brics-summit-says-will-help-strengthen-communication/609707/>

While China said it will work with other BRICS nations to strengthen dialogue and expand cooperation, it did not specify whether President Xi Jinping would attend the summit.

PTI 22 February, 2021 | Beijing: China on Monday expressed its support for India in hosting this year's BRICS summit and said it will work with New Delhi to strengthen the cooperation among the five-member grouping of emerging economies.

India has assumed the BRICS (Brazil, Russia, India, China, South Africa) Chairmanship for 2021 and is set to hold this year's summit.

On February 19, External Affairs Minister S Jaishankar launched India's BRICS 2021 website at the BRICS Secretariat at Sushma Swaraj Bhawan in New Delhi.

Asked about India assuming the BRICS Chairmanship this year, China's Foreign Ministry spokesman Wang Wenbin told a media briefing here that Beijing backs New Delhi in hosting the summit.

"The BRICS is a cooperation mechanism with global influence consisting of emerging economies and developing countries. In recent years, it has seen greater solidarity and deeper practical cooperation and greater influence, Wang said.

VDO.AI

BRICS is now a positive, stable and constructive force in international affairs, he said, adding that China attaches importance to this mechanism.

"We are committed to deepening strategic partnership within it to consolidate solidarity and cooperation, Wang said.

\*\*\*\*\*

### **Why Biden's 'America is back' is not good for the world's 'China concerns'**

<https://theprint.in/opinion/why-bidens-america-is-back-is-not-good-for-the-worlds-china-concerns/609793/>

Tara Kartha 23 February, 2021 | There is fear that Joe Biden administration will lead with 'cooperation' rather than a clear policy of containing China. That's not a great idea with the Chinese. As President Joe Biden announces that 'America is back', some are wondering just how far back this will go, particularly on China. Whatever his detractors may say, Donald Trump often called out China on crucial issues and then followed it up with sanctions. While Biden is yet to complete his first 100 days in office, there are already some disquieting pointers about how he may choose to take a significantly softer line on China, even as US Navy commanders report increased activity of Chinese ships in the South China Sea.

Early signs of this include removing limitations on Confucius institutes, re-entering the China-dominated UN Human Rights Council, and getting ready to talk to Beijing on climate change. Even as Washington struggles with internal divisions and a weakening international influence, it seems that there's less substance to the public pugilism than is immediately apparent. (..)

\*\*\*\*\*

**China recognises India's growing role in South Asia but won't give it the 'global power' tag**  
<https://theprint.in/opinion/china-recognises-indias-growing-role-in-south-asia-but-wont-give-it-the-global-power-tag/610299/>

China's leadership and its strategic elites are wedded to entrenched views of American efforts to maintain dominance in the Indo-Pacific.

Kalpit Mankikar and Kartik Bommakanti 23 February, 2021 | How China perceives itself has fundamentally changed in recent times. Erstwhile Chinese President Hu Jintao laid emphasis on China's "peaceful rise"; his successor Xi Jinping now has a bellicose tone. In November 2020, he told the Central Military Commission (CMC) — China's apex military authority — to improve training of People's Liberation Army (PLA) personnel to enable them to win wars. In October 2020, the Chinese Communist Party's Plenum — a key forum that discusses policy — resolved to expedite the modernisation of national defence capability. With China's rise as the second-largest economy, it is able to devote more resources to its military might, which has led to tensions with India, Japan and Taiwan.

In early February, the China Aerospace Studies Institute, under the aegis of Air University in Alabama, published a report titled 'Science of Military Strategy (2013)' which gives a peek into the minds of its planners. The report has been translated from Mandarin-language strategy documents produced by China's Academy of Military Science. The strategy documents are revised by the academy every 13 years. (..)

**USA :**

**U.S. is assessing its role in GERD process**  
<https://sudantribune.com/spip.php?article70495>

February 19, 2021 (KHARTOUM) - The United States is assessing what role it can play to bring the three riparian countries to strike a deal over the filling and operation of the Grand Ethiopian Renaissance Dam, said the new American administration on Friday.

The United States, the European Union and the African Union are involved in the stalled process as observers. Washington even went to host two rounds of talks in 2019 without tangible result as Ethiopia missed the second round, considering the Trump administration as pro-Egyptian. Ned Price, Department Spokesperson, on Friday told reporters that the Biden administration is still supportive of the efforts of Egypt, Ethiopia and Sudan to reach an agreement on the GERD which is a major issue for the three countries.

"We're reviewing our GERD policy and assessing the role that we can play in facilitating a solution between those parties," Price further stressed.

Ethiopia's giant new hydropower dam on the Blue Nile gradually has become a source of regional troubles as Addis Ababa continues the implementation of its plans turning a deaf ear to Egypt's vital demand for water and Sudan's small dams which would be damaged by the uncoordinated release of water.

Ethiopia also already said they would conduct the second filling of the dam next July unilaterally, refusing to consider the negative impact the first filling caused in the water supply network in Sudan in July 2020.

Asked about the recent decision of the State Department to delink the suspension of financial aid to Ethiopia over its dispute with Egypt over the dam project, Price said the resumption of the paused aid actually will be subjected to some factors.

"We have informed the Ethiopian Government of this decision. The resumption of temporarily paused assistance programs will be assessed based on a number of factors," he said before to add that the humanitarian aid will continue to be not affected by these factors.

"When it comes to specific amounts, the amount of State and AID security and development assistance currently impacted by the temporary pause on certain foreign assistance is approximately \$272 million, and that includes funding from FY 2020 and prior fiscal years," he said. (ST)

\*\*\*\*\*

### **Blinken: Human rights central to US-Egypt relationship**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210223-blinken-human-rights-central-to-us-egypt-relationship/>

US Secretary of State Antony Blinken discussed a range of issues with Egyptian Foreign Minister Sameh Shoukry, including partnership and human rights, the State Department said Tuesday, Anadolu Agency reported (..)

\*\*\*\*\*

### **Classified UN report says Blackwater tried to overthrow Libya government**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210223-classified-un-report-says-blackwater-tried-to-overthrow-libya-government/>

A classified report prepared by UN investigators revealed that the founder of the private security company Blackwater, Eric Prince, violated the arms embargo in Libya and tried to overthrow (..)

## **UNION EUROPEENNE :**

### **L'Union européenne appelle à une solution pacifique aux différends soudano-éthiopiens**

<https://www.aa.com.tr/fr/politique/lunion-europ%C3%A9enne-appelle-%C3%A0-une-solution-pacifique-aux-diff%C3%A9rends-soudano-%C3%A9thiopiens-/2137009>

Lors d'une rencontre entre le représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan avec le Premier ministre du gouvernement de transition et le ministre des Affaires étrangères, à Khartoum. Wejden Jlassi | 07.02.2021 - AA/Khartoum - L'Union européenne a appelé, dimanche à une «solution pacifique» aux tensions frontalières entre le Soudan et l'Éthiopie.

C'est ce qui ressort d'une rencontre entre le représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan, Pekka Haavisto, avec le Premier ministre du gouvernement de transition, Abdallah Hamdok et le ministre des Affaires étrangères Omar Gamar Eddine, à Khartoum, selon deux communiqués de la délégation de l'Union européenne au Soudan et du ministère soudanais des Affaires étrangères.

Lors de sa rencontre avec Hamdok, Haavisto a discuté "des problèmes internes du Soudan, de l'arrivée de l'aide humanitaire dans la région éthiopienne du Tigré et des tensions frontalières avec Addis-Abeba".

Haavisto a mis l'accent sur l'importance d'une solution pacifique et diplomatique aux différends entre l'Éthiopie et le Soudan, indique la même source.

Dans ce contexte, le ministère soudanais des Affaires étrangères a déclaré, par voie de communiqué, que le ministre Gamar Eddine avait discuté avec Haavisto des tensions avec Addis-Abeba.

«Le Soudan est attachée à la Charte des Nations Unies, l'adoption de la cartographie héritée du passé colonial, et au dialogue constructif comme moyen idéal pour résoudre les différends d'une manière pacifique et amicale», a affirmé Gamar Eddine au cours de la réunion.

En marge du conflit au Tigré éthiopien, la tension est montée d'un cran, récemment, entre l'Éthiopie et le Soudan, qui se disputent la zone frontalière d'Al-Fashaga.



L'armée soudanaise a tenté en décembre dernier de reprendre la main sur ce territoire agricole disputé avec son voisin éthiopien. Selon les autorités soudanaises, certains gangs éthiopiens s'emparaient des terres de fermiers soudanais à Al-Fashaga après les avoir expulsés par la force. Khartoum accuse l'armée éthiopienne de soutenir ces gangs, ce que nie Addis-Abeba. La frontière entre les deux pays, créée en 1902 par un accord passé entre Addis-Abeba et l'administration coloniale britannique, ne contenait pas de ligne de démarcation précise. Les négociations relatives à la démarcation des frontières entre les deux parties n'avancent guère. Il est à signaler que le représentant spécial de l'Union européenne, Haavisto est arrivé samedi soir au Soudan, dans le cadre d'une tournée régionale qui comprend également l'Éthiopie, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. \*Traduit de l'arabe par Wejden Jlassi

## **ONU / UN :**

### **UN condemns attack on aid workers in South Sudan**

<https://sudantribune.com/spip.php?article70491>

February 18, 2021 (JUBA) - The United Nations humanitarian agency (OCHA) has condemned last week's violent attack on aid workers delivering polio vaccines to South Sudan's Lakes state. Alain Noudéhou, the Deputy Special Representative in the United Nations Mission in South Sudan (Getty)

In a statement issued Wednesday, the UN humanitarian coordinator for South Sudan, Alain Noudehou said the attack which took place on February 14 at Malek in Lakes state, claimed three lives and left dozens injured.

He said the attack occurred on a vehicle transporting a polio vaccination team and supplies from Rumbek Center to Rumbek North county.

"This violent attack is unacceptable. It compromises the ability of health workers to provide assistance to communities impacted by the ongoing polio outbreak," said Noudehou.

He further added, "Our thoughts are with the people who have been affected by this attack and with the families of the victims".

The UN humanitarian agency urged authorities to bring those responsible for the attack to justice. According to OCHA, half of all reported humanitarian access incidents in 2020 involved violence or the threat of violence against relief workers and humanitarian assets.(ST)

**DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Mercredi 24 février 2021**